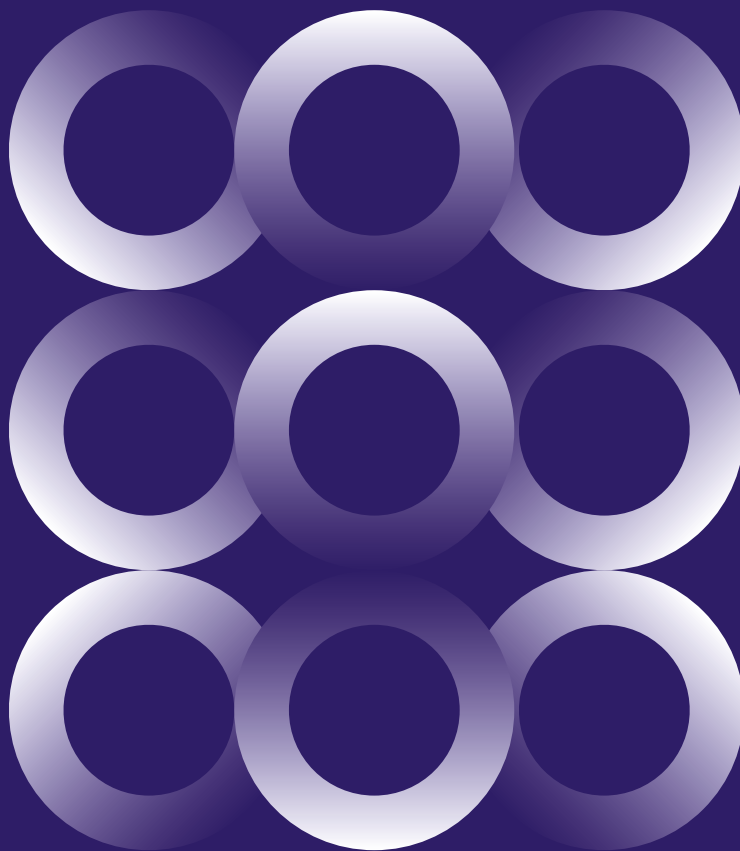


PANORAMA



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



Rapport d'activité de l'AFD 2016

Coordination AFD
Romain Chabrol, Armand Boglio

Rédaction
Romain Chabrol, Céline Labat, Christelle Thomas,
Blaise Gonda, Armand Boglio, Stéphanie Leyronas,
Élodie Martinez, Emma Vidal, Noémie Debot-Ducloyer

Conception graphique, réalisation et fabrication



Illustrations
Luca Laurenti

Crédits photographiques
p.3 : Agrobanco, Syafiudin Vifick Bolang / p.18-19 : Francisco Zizola / p.22-27 : Pierre Terdjman, p.29 : Ataub-Caret-Etic-Icop-Y Ingénierie / p.30-33 : Agrobanco / p.34 : Zaid Ali Taher Assaf, p.37 : Frédéric Maurel / p.38-43 : Noémie Debot-Ducloyer, p.41 : SMTU / p.44 : Dorte Hopmans / p.47 : Dorte Hopmans / p.48-51 : Arslane Bestaoui / p.52-55 : Syafiudin Vifick Bolang, p.56 : Romain Chabrol, p.57 : DR / p.58-62 : Anne Mimault / p.63-65 : Happy Silver, p.64 : DR / p.68-71 : Sarah Caroline Müller / p.75 : DR / p.76 : Isabelle Bonillo / p.80, p.83 : FarmDrive-Alice Lee photography / p.82 : Weebi / p.83 : Gifted Mom / p.84 : Institut de l'Engagement / p.86-90 : Julio Lopez

Ce rapport est imprimé avec des encres végétales et non minérales.

La certification PEFC du papier apporte la traçabilité de l'arbre jusqu'aux papiers ainsi que la garantie que les bois utilisés pour la production de fibres papetières ne participent pas à la déforestation et respectent les fonctions environnementales, économiques et sociales de la forêt.

ISSN : 1299-0094. Dépôt légal : juin 2017

Sommaire

06

PARTIE 1 UNE NOUVELLE ÈRE

<i>Un monde en commun</i>	08
<i>9,4 milliards d'euros</i>	10
<i>Au plus près des besoins</i>	12
<i>Un nouvel élan</i>	14
<i>L'alliance</i>	16
<i>Des impacts sur le terrain</i>	18



20

PARTIE 2 SUR TOUS LES FRONTS



<i>Désirs de justice</i>	22
<i>Climat : les agriculteurs en première ligne</i>	30
<i>Une course à l'eau</i>	34
<i>Nouméa, plus mixte et plus fluide</i>	38
<i>Le secteur privé au chevet de la santé</i>	44
<i>« Agir sur les trois dimensions du social business »</i>	46
<i>Tous les acteurs du changement</i>	47
<i>Une passerelle sur la Méditerranée</i>	48
<i>Les sentinelles de Bali</i>	52
<i>Le soleil brille sur Zagatouli</i>	58
<i>Les défis de la silver économie</i>	63
<i>« Comprendre les épidémies et adapter nos moyens de lutte »</i>	66
<i>Un petit kit, de grandes ambitions</i>	68

72

PARTIE 3 L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

<i>Le MOOC de la transition énergétique</i>	74
<i>Pour les communs</i>	76
<i>« Chercher un équilibre sur le long terme »</i>	78
<i>Digital Africa</i>	80
<i>Le goût des autres</i>	84
<i>Quand les enfants repensent la ville...</i>	86



ÉDITO

« Un monde plus rassurant si on agit ensemble »

Laurence Tubiana
Présidente du conseil d'administration

L'année 2016 a été une année de très bonnes nouvelles pour l'AFD, qui a encore connu un coup d'accélérateur : nouveaux domaines d'activité comme la gouvernance, nouveaux partenaires comme les collectivités locales, nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs, et lancement de nouveaux chantiers.

Le rapprochement de l'AFD avec la Caisse des dépôts et consignations ouvre également des perspectives passionnantes : la plus importante, à mon sens, est que les objectifs de développement durable (ODD) deviennent le guide commun de l'action publique, en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les

pays partenaires. C'est une innovation majeure qui va transformer en profondeur, si on la mène au bout, les deux institutions et, plus important encore, leur impact sur les sociétés au sein desquelles elles interviennent.

Les temps sont graves cependant. Si les Français ont choisi de réaffirmer leur attachement à l'ouverture à l'autre, leur désir de continuer à participer au projet européen, et de valoriser la coopération et la solidarité, il ne faut pas ignorer les difficultés à venir, les inquiétudes à calmer, la pédagogie à construire.

Le repli sur soi est un enfermement, mais faut-il encore le faire comprendre... Il s'agit de montrer à la société française, secouée par les évolutions économiques, technologiques

et sociétales, que ce monde commun est plus rassurant si on agit ensemble, si la coopération évite le conflit, si l'aide remplace le rejet. L'agence contribue, doit contribuer à ce qui est une mission essentielle pour la cohésion de notre société, par l'exemple, par la réflexion, par le soutien aux ONG, aux collectivités locales et aux acteurs économiques qui partagent cette conviction.

Le paysage international n'est pas propice à l'optimisme quand tant de crises en Afrique de l'Est, au Moyen-Orient et dans beaucoup de régions du monde jettent des millions de personnes hors de leur lieu de vie. Il est inquiétant de voir de grandes puissances mondiales couper les financements de solidarité, revenir sur leurs promesses et générer la peur chez ceux qui cherchent l'asile, un travail, la possibilité d'une vie normale.

Il reste de grandes batailles à conduire dans un contexte encore marqué par la crise financière de 2008. Non, la lutte contre le changement climatique n'est pas gagnée, elle n'imprime pas l'ensemble des politiques publiques. Non, le développement durable comme la définition du vrai développement, c'est-à-dire les objectifs pour 2030, ne font pas encore partie du quotidien de ceux qui gouvernent, et de celui de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux. Ce sont des batailles intellectuelles, des batailles politiques au sens le plus noble du terme, des batailles de l'action, qu'il faut encore gagner. Dans toutes ces batailles, l'AFD est et reste à pied d'œuvre. ●



ÉDITO

Rémy Rioux
Directeur général

Il se passe quelque chose dans le monde du développement. En 2015, la communauté internationale a fait le plein d'engagements en matière de financement, de développement durable, de climat.

L'AFD a entendu ce puissant message. Elle se transforme. En 2016, elle a atteint un engagement record de 9,4 milliards d'euros, soit 13 % de plus en un an. Le Parlement a augmenté nos moyens, en dons et en fonds propres, pour nous donner la capacité d'atteindre près de 13 milliards d'euros d'engagements annuels en 2020.

Pour réaliser cet objectif très ambitieux, nous avons besoin de davantage de partenaires. Nous devons travailler avec tous ceux qui veulent aider, investir et prendre des risques aux côtés des acteurs du Sud. Les acteurs français, d'abord, dont nous nous rapprochons systématiquement. Notre alliance stratégique avec la Caisse des dépôts et consignations, scellée le 6 décembre dernier à l'occasion du 75^e anniversaire de notre Agence, nous y aide. Elle entre dans sa

phase opérationnelle, avec le lancement d'un fonds d'investissement en equity dans les infrastructures du Sud, en priorité en Afrique, et le rapprochement de nos réseaux, en France et à l'étranger.

Dans cette nouvelle phase de la vie de l'AFD, nous allons conserver nos marqueurs, notre signature dans la communauté des bailleurs. 50 % pour l'Afrique, 50 % pour le climat et 50 % au service de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. L'Afrique restera la priorité de l'Agence – avec une nouvelle vision "Tout Afrique". Enfin, la moitié de nos projets sera conduite avec les collectivités, les entreprises et la société civile du Sud, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs des territoires où nous intervenons. En contribuant à bâtir des coalitions d'acteurs inédites et innovantes.

L'AFD se déploie et se renforce. Déjà présente dans plus de cent pays, notre Agence a ouvert des bureaux à Cuba, à Buenos Aires et, sans doute bientôt, à Belgrade pour couvrir les Balkans. Nous explorons de nouveaux secteurs : la gouvernance, les industries culturelles et créatives, l'enseignement supérieur et

la recherche, le numérique, l'économie sociale et solidaire, et l'action extérieure des collectivités locales. Sans oublier une mission nouvelle en France : l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Pour réussir cette transformation, nous avons revu l'organisation de l'AFD et nous recrutons les compétences dont nous avons besoin.

C'est la révolution des objectifs de développement durable que nous servons et qui se diffuse progressivement depuis 2015. Les frontières entre pays en développement et pays développés disparaissent face aux défis communs. Ce qui se passe là-bas nous concerne ici : la lutte contre la pauvreté, le changement climatique, la transition énergétique, le combat contre les inégalités, pour une consommation et une production durables, de bonnes politiques publiques. Et sur bien des sujets, les pays du Sud ont une longueur d'avance. Il nous faut les accompagner, mais aussi les comprendre, pour informer nos concitoyens. Je veux que notre Agence fonctionne dans les deux sens, au service d'un monde en commun ! ●



« L'AFD se déploie et se renforce »

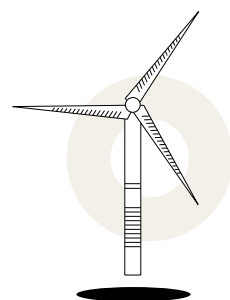
PARTIE 1

UNE NOUVELLE ÈRE

NÉE EN 1941, À LONDRES, POUR AIDER À RELEVER LES IMMENSES DÉFIS DE LA GUERRE, L'AFD INTERVIENT AUJOURD'HUI AU CŒUR D'ENJEUX TOUT AUSSI CONSIDÉRABLES : LE CLIMAT, LES FLUX MIGRATOIRES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LES PROMESSES DU NUMÉRIQUE, L'URBANISATION GALOPANTE, LE COMBAT TOUJOURS PRESSANT DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES... EN 2016, PAR FIDÉLITÉ À L'ESPRIT QUI LA FIT NAÎTRE ET POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA FRANCE, L'AFD A ÉLARGI SON PÉRIMÈTRE D'ACTION ET SES MOYENS. POUR ÊTRE PLUS AGILE ET PESER DURABLEMENT SUR LES GRANDS ENJEUX INTERNATIONAUX.

UN MONDE EN COMMUN

C'EST DÉSORMAIS LA SIGNATURE DE L'AFD. LA DEVISE QUI ANIME TOUTES SES ÉQUIPES POUR CONTRIBUER À CONSTRUIRE UN MONDE PLUS SÛR, PLUS JUSTE ET PLUS DURABLE, UN MONDE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ. CETTE ASPIRATION IMPLIQUE DE RÉUSSIR CINQ GRANDES TRANSITIONS : SOCIALE, ÉNERGÉTIQUE, TERRITORIALE, NUMÉRIQUE ET CITOYENNE. POUR Y PARVENIR, NOUS DEVONS RESPECTER LA SINGULARITÉ DE CHAQUE PAYS ET LA DIVERSITÉ DES TRAJECTOIRES DE DÉVELOPPEMENT, MAIS AUSSI ACCÉLÉRER L'ACTION COLLECTIVE – À L'ÉCHELLE MONDIALE – ET COCONSTRUIRE DES SOLUTIONS QUI PROFITENT À TOUS.

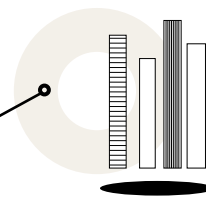


TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Trouver la voie d'une énergie durable

L'accès de tous à une énergie durable à un coût abordable est l'un des 17 objectifs de développement durable (ODD) arrêtés en 2015. Une personne sur cinq dans le monde est, en effet, toujours privée d'électricité. Tous les pays se sont également engagés à adopter des modes de consommation et de production durables... Dans un monde aux ressources contraintes, la production d'énergie est un enjeu économique et sociétal majeur.

Construire un monde en commun, c'est concilier développement et lutte contre le dérèglement climatique. À l'AFD, nous accompagnons la transition vers des modèles économiques moins émissifs en dioxyde de carbone, mais qui permettent aussi d'apporter l'électricité à tous.

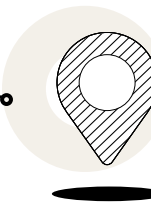


TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

Investir dans le capital humain

Au cours des dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la grande pauvreté. Dans le même temps, les inégalités se sont creusées et les vulnérabilités se sont accentuées, notamment pour les personnes déplacées, les femmes et les jeunes... Comment y remédier ? En améliorant l'accès aux services de base, comme l'éducation et la santé. À la clé : la réduction de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des inégalités, mais aussi une meilleure participation citoyenne et l'émergence de classes moyennes.

Pour réussir cette transition, il faut investir massivement dans le capital humain. L'AFD accompagne ses partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques incluant la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, le renforcement des systèmes de santé et la protection sociale, ainsi que des mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes.

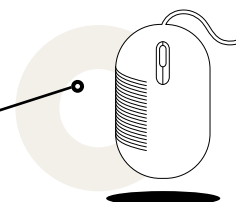


TRANSITION TERRITORIALE

Construire des territoires durables, en ville comme à la campagne

Les villes, qui regroupent déjà plus de la moitié de la population mondiale, abriteront les deux tiers de l'humanité d'ici 2050. L'urbanisation rapide, d'un côté, la perte de vitalité économique et l'érosion de la biodiversité dans les territoires ruraux, de l'autre, constituent deux défis majeurs du XXI^e siècle.

Concilier un développement territorial durable, urbain comme rural, et une véritable préservation des ressources naturelles doit être une priorité... Pour accompagner ses partenaires, l'AFD soutient directement les acteurs locaux (mairies, collectivités, institutions) afin de construire et gérer des villes plus justes et plus respectueuses de l'environnement, accessibles, ouvertes à tous, sûres, tout en préservant les espaces naturels et en revitalisant les territoires ruraux.

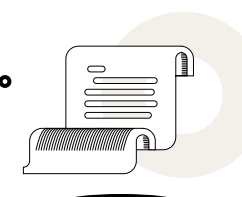


TRANSITION NUMÉRIQUE

Démocratiser l'accès au numérique et accompagner acteurs et écosystèmes

Plus de 5 milliards de personnes utilisent aujourd'hui un téléphone portable. Partout dans le monde, les nouvelles technologies transforment tous les aspects de la vie : le travail, l'éducation, la santé, l'accès à l'information, les affaires, la participation à la vie sociale et citoyenne.

Le numérique peut être un formidable accélérateur pour atteindre les ODD. En s'affranchissant des distances, il offre, par exemple, des opportunités uniques en matière de santé, d'éducation ou d'agriculture. Mais il engendre aussi de nouveaux défis... Pour accompagner ses partenaires dans une transition numérique qui ne laisse personne de côté, l'AFD se fixe un double objectif : améliorer l'équipement des territoires pour démocratiser l'accès au numérique et être aux côtés des entrepreneurs, incubateurs, régulateurs. Les technologies doivent profiter à tous.



TRANSITION POLITIQUE ET CITOYENNE

Réduire les vulnérabilités et renforcer la gouvernance

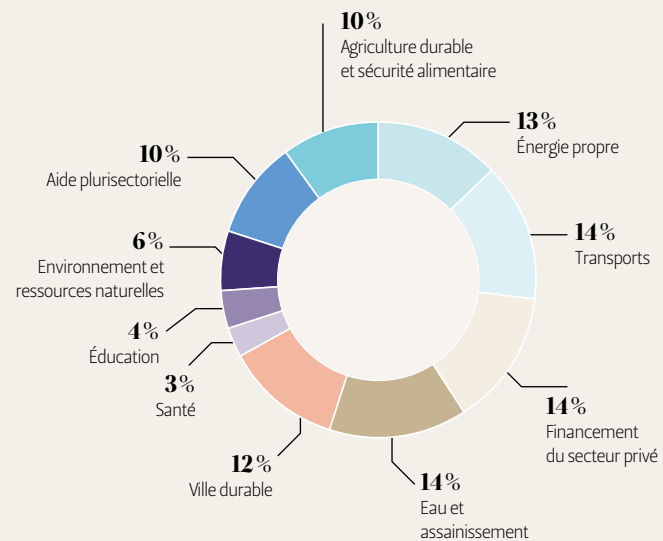
Plus d'un milliard et demi de personnes vivent dans des pays touchés par un conflit violent. Aider à anticiper, prévenir et surmonter les crises fait désormais partie des priorités de l'aide au développement. Assurer la paix, la stabilité, l'accès à la justice et mettre en place une gouvernance efficace fondée sur l'État de droit fait aussi partie des 17 ODD.

Dans les situations de crise, l'AFD intervient juste après l'urgence humanitaire et sécuritaire, en appui à la diplomatie française. L'objectif est d'accompagner les populations pour surmonter les chocs auxquelles elles sont confrontées et leur permettre de devenir actrices de leur propre rétablissement. Mais il s'agit aussi d'intervenir en amont, en finançant des politiques publiques de qualité, qui diminuent les vulnérabilités, et en contribuant à renforcer la société civile et la gouvernance.

9,4 MILLIARDS D'EUROS

EN 2016, L'AFD A PASSÉ UN NOUVEAU CAP ET ENGAGÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS PLUS DE 9 MILLIARDS D'EUROS SUR PLUS DE 600 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT. LA CONCILIATION DE DEUX URGENCES, LE CLIMAT ET LE DÉVELOPPEMENT, ET LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SONT AU CŒUR DE NOS PRIORITÉS.

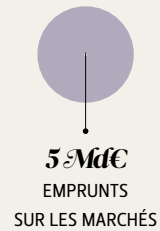
DE MULTIPLES DOMAINES D'ACTION



DES OUTILS ADAPTÉS



DAVANTAGE DE RESSOURCES POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX



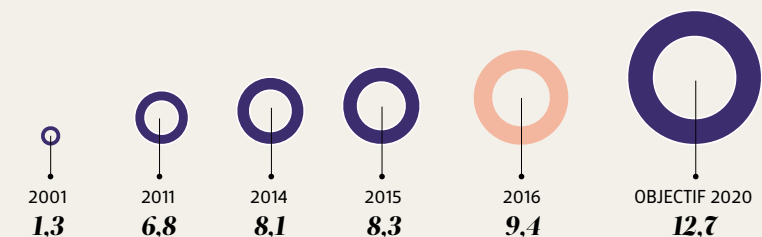
Un doublement des fonds propres de base (+ 2,4 Md€) a été autorisé par la loi de finances rectificative pour 2016. La croissance des engagements peut ainsi continuer dans le respect des règles prudentielles.

L'Afrique

50 % des sommes engagées par l'AFD à l'étranger le sont en Afrique. Le continent est la priorité de l'aide publique au développement française.



DES ENGAGEMENTS EN FORTE HAUSSE en Md€

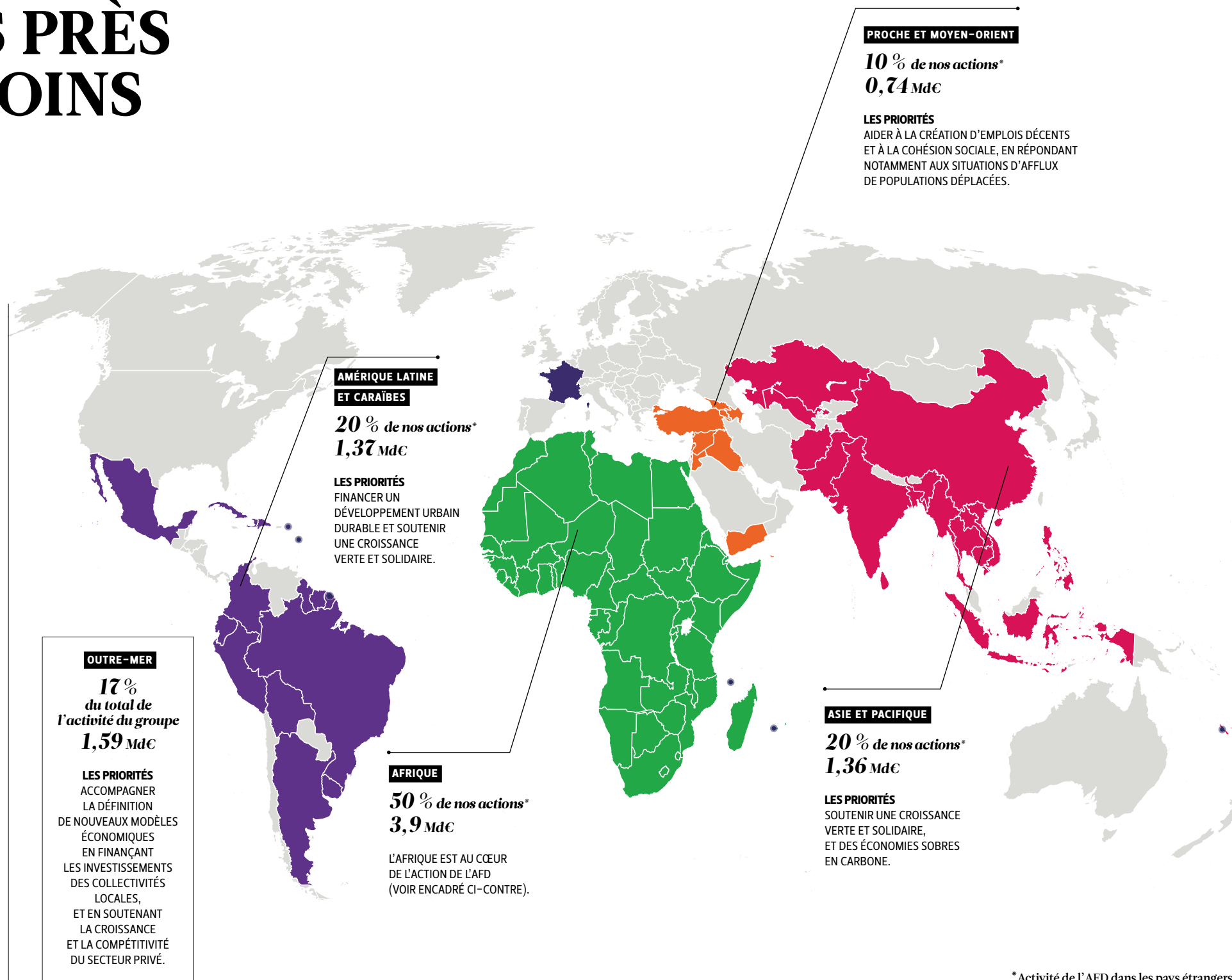


AU PLUS PRÈS DES BESOINS

Gâce à son réseau de 85 agences et à sa présence dans plus de 100 pays, l'AFD propose des solutions différenciées à tous ses partenaires : États, collectivités locales, entreprises et ONG. Avec eux, année après année, elle renforce sa méthode, basée sur l'écoute, la coconstruction, le dialogue et le renforcement des compétences. En 2016, nous avons accru notre activité dans toutes les régions où nous sommes présents. Cette volonté de croissance et d'innovation passe aussi par de nouvelles zones d'intervention : nous venons d'ouvrir des bureaux à Cuba et en Argentine, et nous prospectons dans les Balkans et en Ukraine.

Dans les pays les moins avancés, l'AFD intervient surtout par des dons. Dans les pays à revenus intermédiaires, elle prête à des conditions favorables et accentue la coopération sur des enjeux communs.

Dans les pays émergents, elle accorde le plus souvent des prêts non bonifiés pour financer des projets de lutte contre les changements climatiques ou visant une croissance respectueuse des hommes et de l'environnement, des projets mal pris en compte par les institutions financières classiques. Enfin, dans les Outre-mer, elle conseille et finance par des prêts les activités des acteurs publics et privés locaux. ●



Tout Afrique

Le continent africain est en train d'inventer des solutions inédites pour affronter les défis de la planète, qu'ils soient démographiques, sociaux, environnementaux ou économiques. Ce faisant, il devient stratégique pour nombre d'institutions et d'entreprises multinationales. L'Afrique est et reste au cœur de l'action de l'AFD.

Mais il faut désormais changer d'échelle. Les flux sont en effet de plus en plus importants entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, en matière de migrations, d'investissements, d'infrastructures ou de produits. Ils appellent à un véritable changement de perspective en cessant de couper l'Afrique en deux. À l'AFD, nous considérons l'Afrique comme un tout. Et nous sommes le premier bailleur non africain à traduire cette réalité dans nos modes opératoires.

En 2013, la France s'est engagée à consacrer 20 milliards d'euros au développement de l'Afrique – tout Afrique – sur une période de cinq ans (de 2014 à 2018). Cet engagement très fort va être tenu, puisque plus de 11 milliards d'euros ont déjà été octroyés sur trois ans, dont 3,9 milliards pour la seule année 2016.

Le continent concentre par ailleurs la très grande majorité (85 %) des subventions et des bonifications de taux d'intérêt accordées par l'AFD à l'étranger.

Éducation, formation, eau, accompagnement de la révolution numérique ou encore développement des énergies renouvelables sont les priorités de l'AFD. Un fonds commun avec la Caisse des dépôts, doté de 600 millions d'euros de fonds propres, a notamment été lancé en 2016 pour financer de grands projets d'infrastructures, principalement en Afrique.

* Activité de l'AFD dans les pays étrangers

UN NOUVEL ÉLAN

EN 2016, L'AFD A FRANCHI UNE NOUVELLE ÉTAPE. SOIXANTE-QUINZE ANS APRÈS SA CRÉATION À LONDRES EN 1941, ELLE RENOUVELLE EN PROFONDEUR SON PROJET ET SES AMBITIONS. LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT (CICID) A ÉLARGI SON MANDAT GÉOGRAPHIQUE ET SECTORIEL, LA REPRÉSENTATION NATIONALE A AUGMENTÉ SES MOYENS. POUR MIEUX RÉPONDRE AUX ENJEUX DU SUD, L'AFD DEVIENT AINSI PLUS PUISSANTE, PLUS OUVERTE ET PLUS AGILE.

En 2015, la communauté internationale s'est engagée sur une vision universelle du développement durable : programme d'Addis-Abeba sur le financement du développement, objectifs de développement durable (ODD), Accord de Paris pour le climat... Prenant acte de ce changement de paradigme, l'État a doté l'AFD de moyens à la hauteur de cette vision et de ces objectifs.

— Davantage de fonds propres pour accorder plus de prêts

Afin de permettre à l'AFD d'augmenter sa capacité d'intervention en prêts, tout en respectant les règles prudentielles, les fonds propres de base de l'Agence ont été quasiment doublés par l'État en 2016 et portés à 5,3 milliards d'euros.

— Davantage de ressources pour faire plus de dons

L'État s'est engagé à augmenter les moyens de l'AFD. En 2016, ce sont ainsi 847 millions de crédits budgétaires qui ont été mis à disposition de l'AFD pour faire des dons, et accorder des subventions et des bonifications de

prêts. L'AFD mobilise également des subventions, issues de délégations de fonds – principalement des institutions européennes –, pour un montant de 466 millions d'euros.

— Une facilité pour accompagner les pays en crise

Face aux défis majeurs que sont les crises politiques, sécuritaires ou migratoires, une facilité pour l'atténuation des vulnérabilités et la réponse aux crises est depuis 2016 mise en œuvre par l'AFD. Elle s'élève au moins à 100 millions d'euros par an.

Sa vocation ? Prévenir les crises par une action en amont sur les fragilités dont elles se nourrissent : chômage et sous-emploi des jeunes, systèmes éducatifs défectueux, tensions entre réfugiés et populations hôtes, pressions sur les ressources naturelles.

“
Les politiques de solidarité internationale ont un réel impact sur le terrain.

*Relevé de décisions du Cicid,
novembre 2016*



— Industries culturelles et créatives

La France défend le rôle transversal de la culture dans la réalisation des ODD et sa place au cœur de sa politique de développement, en faveur, notamment, de la cohésion sociale et de la construction d'un État de droit. À ce titre, l'AFD développe une offre de financement pour soutenir les industries culturelles et créatives dans les pays en développement.



— Gouvernance

L'ODD n° 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous, et la mise en place d'institutions efficaces) a une portée transversale essentielle pour l'atteinte de tous les autres. La gouvernance est l'un des piliers du développement. Des institutions efficaces, transparentes et inclusives sont essentielles pour offrir aux citoyens des politiques publiques et des services de base de qualité. La gouvernance fait désormais partie intégrante de la mission de l'AFD.

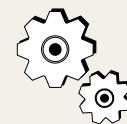


— Migrations

L'AFD met en œuvre un plan d'action sur les migrations internationales. Objectifs : soutenir les apports positifs des migrations pour le développement, agir sur les facteurs structurels des migrations contraintes, et coordonner les réponses d'urgence et les actions de long terme.

PLUS DE RESPONSABILITÉS

LES OBJECTIFS DE L'AFD ONT ÉTÉ RÉAFFIRMÉS EN 2016. PARMIS EUX : LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'AFRIQUE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA). L'IMPORTANCE DE SA MÉTHODE, PARTENARIALE ET INCLUSIVE, AUX CÔTÉS DU SECTEUR PRIVÉ, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES AUTRES BAILLEURS, DONT L'UNION EUROPÉENNE, A ÉTÉ ÉGALEMENT SOULIGNÉE PAR LE CICID. L'AFD S'EST PAR AILLEURS VU ATTRIBUER DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS.



— Éducation au développement et à la solidarité internationale

Ce qui se passe là-bas a un impact ici. Promouvoir une mondialisation régulée, des modèles de développement plus inclusifs, c'est rendre le monde plus sûr, plus juste et plus durable pour tous. La sensibilisation au développement devient une mission de l'Agence. Il s'agit d'apporter aux Français, dès leur plus jeune âge, l'expérience d'un monde en transition... Cette mission passe notamment par des projets pédagogiques et culturels à destination du grand public.



— Nouveaux pays

L'AFD est amenée à développer son activité à Cuba et en Argentine, et à étudier les possibilités et conditions d'une activité en Ukraine et dans les pays des Balkans. Elle a vocation à intervenir dans tous les pays en développement et émergents.



— Numérique

Le rôle des technologies numériques comme vecteur et accélérateur de l'atteinte des ODD dans les pays en développement, notamment en Afrique, est de plus en plus essentiel. L'AFD va donc accentuer son appui aux acteurs et aux écosystèmes de l'innovation numérique dans les pays en développement.

L'ALLIANCE

LE RAPPROCHEMENT DES DEUX BANQUES DE DÉVELOPPEMENT FRANÇAISES, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET L'AFD, EST DÉSORMAIS EFFECTIF. L'OBJECTIF ? PROPOSER UNE OFFRE DE FINANCEMENT COHÉRENTE, EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL, ET PESER DAVANTAGE SUR LES GRANDS ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT.

Le 6 décembre 2016 restera comme une date importante dans l'histoire de l'AFD. Ce jour-là, alors que l'AFD fête son 75^e anniversaire avec ses partenaires au musée du quai Branly – Jacques Chirac, la charte d'alliance avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est signée. Son préambule est éloquent : « *La concordance des agendas international et national atteste l'universalité des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en septembre 2015. Les deux institutions publiques, qui incarnent les deux versants de cet agenda, sont logiquement conduites à travailler ensemble.* » Le projet, initié au début de l'année 2016 par le Président de la République, voit le jour.

— **Des convergences évidentes**
La CDC, c'est deux cents ans d'existence, 16 directions régionales en

France et 120 000 collaborateurs partout dans le monde. Mais c'est aussi 14 filiales dans tous les secteurs, dont le financement des entreprises, avec BPI France, ou le transport, avec Transdev. Les proximités entre la CDC et l'AFD sont déjà importantes. Toutes deux font des investissements de long terme au service de l'intérêt général. Elles interviennent dans les mêmes secteurs : infrastructures, développement urbain, énergies, notamment renouvelables, logement, appui aux entreprises. Elles accompagnent les grandes transitions à l'œuvre. Leur méthode est avant tout partenariale. Les rapprocher, c'est aller dans le sens de l'histoire. C'est renforcer la politique de développement et de solidarité de la France. En amont de son alliance stratégique, le nouveau couple a identifié 11 domaines de collaboration prioritaires, dont la transition énergétique et écologique, le numérique, l'innovation, l'économie sociale et solidaire, la production de connaissances ou encore



Nous faisons le même métier : le financement de projets et l'appui aux politiques publiques. Le développement est notre ADN commun. La CDC est la banque de développement de la France, l'AFD la banque de développement des partenaires de la France à l'international. À l'heure des ODD, l'alignement stratégique entre le développement intérieur et le développement à l'international est un pari gagnant pour l'avenir.

● **Rémy Rioux,**
directeur général de l'AFD



Notre ambition est commune : amplifier l'influence de nos deux institutions publiques, et donc l'influence française, sur la scène européenne et internationale. Nous entendons peser sur les grands enjeux du développement, des transitions, de la mobilisation de l'épargne de long terme. Nous voulons être, plus encore, à l'initiative dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

● **Pierre-René Lemas,**
directeur général de la CDC

le développement urbain. Dans tous ces domaines, experts de la CDC et de l'AFD travaillent, depuis, sur des propositions concrètes. Les réseaux et les expertises se connectent petit à petit.

— **Une AFD plus ouverte sur la France**

L'AFD entretient déjà des relations étroites avec des collectivités territoriales dans le cadre défini par l'État en matière de diplomatie et d'action extérieure. Mais la proximité et la relation de confiance existant avec les directions régionales de la CDC permettent à l'AFD d'accentuer ces partenariats et d'impliquer d'autres acteurs : institutions publiques ou parapubliques, organisations de la société civile et entreprises. Une impulsion plus forte sera notamment possible en matière d'aide à l'internationalisation des entreprises.

— **Une CDC plus internationale**
Le groupe CDC entretient, pour sa part, des relations avec de nombreuses institutions ou banques publiques, notamment en Afrique et au Maghreb, en Chine et au Brésil. Il est également présent dans de très nombreux pays via des participations et des filiales. Pour autant, le réseau de l'AFD (85 agences et des départements géographiques au siège) lui permettra d'accroître

460 MDE

LE BILAN CUMULÉ DES DEUX GROUPES S'ÉLÈVE À 460 MILLIARDS D'EUROS EN 2016. AVEC 90 % DE L'ACTIVITÉ EN FRANCE ET 10 % À L'ÉTRANGER, C'EST UN VOLUME ET UNE RÉPARTITION ÉQUIVALENTS À CEUX DES GRANDES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT (KFW ALLEMANDE, BNDES BRÉSILIENNE, BEI EUROPÉENNE, CASSA DEPOSITI E PRESTITI, ETC.).

son influence et son efficacité. Dans le respect des règles de confidentialité d'usage, l'AFD apportera au groupe CDC informations et analyses, et partagera aussi son expertise sur la réalité des besoins de financement et des acteurs en place.

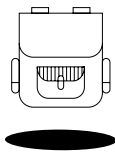
— **Projets communs**

Dès la fin de l'année 2016, les premiers projets portés par les deux établissements publics se sont concrétisés : échange de personnels et d'expertises, concours de startups, tel Digital Africa organisé par l'AFD et BPI France (*lire p. 80*), mise en place du think tank I4CE (Institute for Climate Economics). Un premier outil financier commun a aussi été créé : un fonds d'investissement doté de 600 millions d'euros pour financer des dizaines de projets d'infrastructures, en Afrique, en Asie et en Amérique latine dans l'énergie, les transports, les télécommunications et les infrastructures numériques. Il contribuera à la réalisation de projets sobres en carbone. Avec des investissements moyens compris entre 15 et 50 millions d'euros, l'AFD et la CDC estiment pouvoir attirer, par effet de levier, plus de 6 milliards d'euros d'investissements. À la clé, de forts impacts pour une alliance qui veut peser durablement sur les grands enjeux internationaux. ●

DES IMPACTS SUR LE TERRAIN

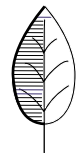
PAR SOUCI DE REDEVABILITÉ ET PAR DEVOIR D'EFFICACITÉ, L'AFD MESURE LES IMPACTS ET LES EFFETS DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT QU'ELLE FINANCE. VOICI, À TRAVERS QUELQUES INDICATEURS, CE QUI FAIT LE SENS DE SON ACTION.

CHAQUE ANNÉE, GRÂCE AUX PROJETS ACCOMPAGNÉS PAR L'AFD...



832 000

ENFANTS SONT SCOLARISÉS EN ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE ET AU COLLÈGE



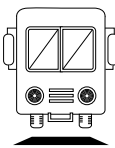
730 000

EXPLOITATIONS FAMILIALES SONT SOUTENUES À TRAVERS LE FINANCEMENT DE SYSTÈMES D'IRRIGATION, DE PLANTATIONS ET DE FORMATIONS



665 MW

D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SONT INSTALLÉS, SOIT LA CONSOMMATION D'ENVIRON 750 000 HABITANTS



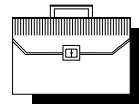
315 000

PASSAGERS PRENNENT TOUS LES JOURS DES TRANSPORTS EN COMMUN NOUVEAUX OU MODERNISÉS



104 000

PERSONNES ACCÈDENT À L'ÉLECTRICITÉ



54 000

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES SONT AIDÉES



20 millions

D'HECTARES DE ZONES NATURELLES BÉNÉFICIENT DE MESURES DE CONSERVATION OU DE RESTAURATION



1,2 million

DE PERSONNES ACCÈDENT À L'EAU OU À L'ASSAINISSEMENT



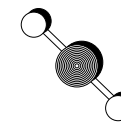
117 000

JEUNES SONT ACCUEILLIS DANS DES DISPOSITIFS DE FORMATION PROFESSIONNELLE



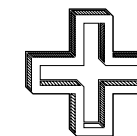
636 000

PERSONNES VOIENT LEUR HABITAT AMÉLIORÉ ET SÉCURISÉ



3,6 millions

DE TONNES ÉQUIVALENT CO₂ NE PARTENT PAS DANS L'ATMOSPHÈRE



13 millions

DE PERSONNES PROFITENT D'UN MEILLEUR ACCÈS AUX SOINS

PARTIE 2

SUR TOUS LES FRONTS

FAIRE ARRIVER L'EAU SUR LES TERRES ASSOIFFÉES DE LA JORDANIE, DONNER ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ AUX VILLAGES LES PLUS RECLUS DU GUATEMALA, AIDER LES PAYSANS PÉRUVIENS À VIVRE DE LEURS TERRES TOUT EN LES RESPECTANT, SOUTENIR LA RECHERCHE POUR FAIRE FACE AUX NOUVELLES ÉPIDÉMIES, S'ENGAGER CONTRE LA PÊCHE ILLÉGALE EN INDONÉSIE OU ENCORE POUR LA DIGNITÉ DE NOS AÎNÉS EN MARTINIQUE... LES ÉQUIPES DE L'AFD ACCOMPAGNENT AUJOURD'HUI, AVEC PRAGMATISME ET DÉTERMINATION, PLUS DE 2 500 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE MONDE. FOCUS SUR DOUZE D'ENTRE EUX.



Un magistrat dans les couloirs du tribunal d'instance de Yopougon.



REPORTAGE

DÉSIRS DE JUSTICE

EN CÔTE D'IVOIRE, LE GOUVERNEMENT S'EST ENGAGÉ EN 2012 DANS UN AMBITIEUX PROGRAMME DE RÉFORME ET D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME JUDICIAIRE. INFRASTRUCTURES, FORMATION, AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE, CONDITIONS DE VIE DES DÉTENUS... IL S'AGIT DE RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE. ET DE RÉPONDRE AUX ATTENTES DE LA POPULATION.

Un matin de printemps à Abobo, une commune populaire de l'agglomération d'Abidjan; un « bas quartier », comme on dit ici. Un million et demi d'habitants et une concentration de problèmes propres aux grandes villes : mal-logement, pauvreté, violences, délinquance de subsistance... Non loin du marché, au troisième étage d'un bâtiment blanc, se trouve le discret local d'une structure très novatrice. Un modeste panneau la signale : Clinique juridique. Sur la porte d'entrée, le slogan est limpide : « Connaître ses droits pour mieux vivre en paix ». C'est l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) qui a créé ce lieu, en 2014.

Ce matin-là, une vingtaine de personnes sont assises autour de l'animatrice, Christine Kok. On parle caution, défaut de paiement, hausse des loyers... Toutes les questions liées au logement sont passées en revue lors d'un atelier spécial. Christine Kok rappelle les droits et obligations de chacun : « La loi permet d'encadrer les exagérations des propriétaires, mais en parallèle, il faut payer son loyer tous les mois. Trop souvent, le locataire fuit le propriétaire. » Quelques-uns de ces derniers étant dans la salle, la discussion s'anime... Et nombre des participants apprennent l'existence d'une loi qui encadre strictement la



Vous pouvez demander à la justice de faire respecter vos droits !

Christine Kok, animatrice de la Clinique juridique d'Abobo

hausse annuelle des loyers. Christine Kok insiste : « Si votre propriétaire ne respecte pas la loi, vous pouvez demander à la justice de faire respecter vos droits ! »

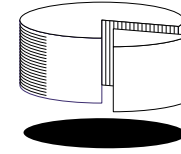
Un jeune homme hausse les épaules : « Peut-être, mais on sait comment ça se passe... Personne ne nous écouterait... Est-ce que les pauvres peuvent aller en justice ? Moi, je ne crois pas ! »

— 300 avocates, magistrates et notaires bénévoles

Un peu plus tard, dans son bureau, Christine Kok confie : « Ici, les gens ont peur de la justice. Parce qu'ils ne connaissent pas leurs droits et ne savent pas ce qui les attend. Parce que les frais de justice sont élevés, parce que la police ne les écoute pas, parce que la justice est vue comme quelque chose d'importé d'Europe... Il y a beaucoup de raisons ! Ils ne se rendent pas compte que la justice est pour tout le monde, qu'elle est là pour les protéger. Notre rôle est de répéter tout ça et de

les accompagner si besoin dans leurs démarches. C'est un travail au long cours, mais il porte ses fruits. »

Ateliers, conseils personnalisés, émissions de radio... L'AFJCI se bat sur tous les fronts grâce à ses 300 bénévoles, avocates, magistrates ou notaires. Elle est déjà présente dans 15 des 31 régions du pays. Et continue de se développer. Le soutien à l'AFJCI fait partie du C2D justice, c'est-à-dire du financement consacré à la justice dans le cadre du premier contrat de désendettement et de développement (C2D) conclu entre la France et la Côte d'Ivoire en 2012. Il s'agit d'un mécanisme permettant de lier le remboursement des échéances de la dette ivoirienne vis-à-vis de la France à des subventions de montants équivalents directement versées à la



0,91%

C'EST LA PART DE LA JUSTICE
DANS LE BUDGET TOTAL
DE L'ÉTAT EN CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire sous condition d'affectation des fonds à des secteurs prioritaires identifiés par le pays. La justice en est un. Ses faiblesses - opacité, lenteur, défiance des citoyens - ont été identifiées dès les années 2000. Mais la crise post-électorale de 2011 a retardé leur traitement. « Le gouvernement a pris des engagements pour restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, explique Bruno Assemien, coordonnateur du C2D justice. L'appareil judiciaire est un élément clef



Christine Kok (au centre) anime avec son équipe un atelier de sensibilisation au droit du logement.



85
M€

LE BUDGET DU C2D JUSTICE.
C'EST LE PROJET LIÉ AUX DROITS
DE L'HOMME ET À LA JUSTICE
LE PLUS IMPORTANT POUR L'AFD
DEPUIS LE TRANSFERT
DU MANDAT "GOUVERNANCE"
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES EN 2015

de ce dispositif. » « L'un des objectifs structurants de ce projet est de soutenir l'accès au droit des populations les plus vulnérables : femmes, enfants, prisonniers, précise Gaëlle Angot, en charge du suivi du projet à l'agence AFD d'Abidjan. Il s'agit de poser les bases d'une justice qui bénéficie à tous. »

— Éviter la prison aux mineurs

À une dizaine de kilomètres d'Abobo, le jardin du tribunal d'instance de Yopougon, à Abidjan. Loin de l'agitation des couloirs de l'un des plus importants tribunaux du pays, on y trouve une petite maison. Elle abrite le bureau du Service protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (SPJEJ), un service pilote qui a ouvert en février 2016. Ce jour-là, quatre adolescents sont assis avec leurs mères

devant deux éducateurs, un homme et une femme. Ils sont tout juste sortis du COM, Centre d'observation des mineurs (situé à l'intérieur de la grande maison d'arrêt d'Abidjan) et ils viennent d'être placés en liberté surveillée. « Cet entretien a pour but de vous expliquer comment nous allons travailler ensemble, explique l'éducatrice. Nous allons vous rendre visite dans vos écoles et chez vous... Et mesdames, il faudra aussi que vous soyez disponibles. » Les mères acquiescent sans un mot. Regard appuyé de l'éducatrice : « Nous sommes là pour vous aider ! »

Ici, au total, 16 éducateurs s'attellent avec passion à leur nouvelle tâche : enquêtes sociales, suivi des enfants et des jeunes. Le SPJEJ est à la fois une unité de protection civile qui agit pour protéger les mineurs en danger et une unité chargée du suivi des peines alternatives à la détention lorsqu'un mineur est condamné. Tout se fait en liaison avec les magistrats, tout particulièrement avec les juges des tutelles, qui sont en Côte d'Ivoire compétents pour les affaires liées aux mineurs. « Grâce au SPJEJ, la situation s'améliore, explique Madame Cissé, l'une des juges des tutelles du tribunal. Nous avons maintenant un service à qui nous adresser. Avant, les mineurs arrêtés faisaient parfois l'objet d'un placement en COM, parce que nous n'avions pas la possibilité de retrouver leur famille... Le SPJEJ fait un travail qui nous permet de mieux comprendre la situation. C'est très utile ! »

— Rendre à la justice un visage humain

Plus de 2 500 dossiers ont été traités depuis l'ouverture du service. C'est beaucoup. C'est même un peu trop pour le petit bureau actuel... Heureusement, à 30 mètres de là, un nouveau bâtiment dédié au seul SPJEJ va être édifié. Les travaux, prévus dans le cadre du C2D justice, commenceront fin 2017.

Dans la commune du Plateau, à Abidjan, mais aussi à Man et Bouaké, trois autres SPJEJ ont déjà été lancés...



Les éducateurs du SPJEJ avec des mineurs en liberté surveillée.



La Côte d'Ivoire compte 12 000 détenus, dont presque la moitié est en détention préventive.

AUX CÔTÉS DES DÉTENUS

Surpopulation, promiscuité, hygiène, alimentation, santé, assainissement : les problèmes que connaissent les 12 000 détenus du pays sont considérables. « Ici comme ailleurs, montre-moi tes prisons, je te dirai l'état des droits de l'homme chez toi ! » constate Youssouf Touré, le responsable en Côte d'Ivoire de Prisonniers sans frontières (PRSF). L'association est présente depuis 1995 aux côtés des détenus ivoiriens. Sa conviction : la privation de liberté des détenus ne doit pas être une privation de leur condition d'homme.

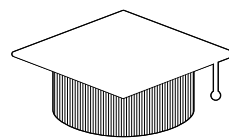
Les 130 bénévoles de PRSF assurent des permanences dans 23 des 34 prisons du pays pour faciliter l'accès au droit et à la santé, et l'insertion par le travail. Le souci de la neutralité est constant car, pour être efficace, PRSF doit avoir la confiance de l'administration pénitentiaire tout autant que celle des détenus. À l'extérieur de l'immense maison d'arrêt d'Abidjan, ou encore à Dimbokro, l'association a ainsi mis en place un potager qui est cultivé par les détenus. Dans le cadre du C2D justice, PRSF va mener des travaux de stockage et de drainage de l'eau dans huit prisons. « Le manque récurrent d'accès à l'eau est à l'origine de nombreux autres problèmes, précise Youssouf Touré. Seule une prison sur 34 dispose pour l'instant de son propre château d'eau. »

C'est une véritable justice des mineurs qui est en train d'éclorre. « J'y travaille depuis 2011, confie Marguerite Koffi Goun, directrice du département de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse du ministère de la Justice, des Droits de l'homme et des Libertés publiques. On est parti de presque rien... Cela demande beaucoup de travail de sensibilisation auprès des familles, mais aussi de la police et des magistrats. Ils commencent à comprendre qu'on peut les aider à travailler correctement. Et la population sait maintenant que la justice n'est pas là uniquement pour condamner et jeter les gens en prison... Elle sait qu'il y a un service qui est en quelque sorte le visage humain de la justice. »

À Abidjan, cette humanisation de la justice des mineurs va également passer par la construction d'un nouveau COM, séparé de la maison d'arrêt centrale. Et à l'échelle du pays, l'amélioration des conditions de vie des détenus, des mineurs comme des adultes, est l'un des axes majeurs du C2D justice (lire encadré p. 27).

— Déceler la violence domestique

Vingt-cinq magistrats sont aujourd'hui réunis dans la salle de conférences d'un hôtel. On est à Dabou, à 60 kilomètres d'Abidjan. Costumes et ordinateurs portables ont remplacé les dossiers et les robes, mais l'on n'est pas si loin de la justice des mineurs. Les magistrats sont venus assister cette semaine à une formation sur les violences domestiques. L'une des 109 sessions de formation continue prévues pour les magistrats, mais aussi les greffiers, les éducateurs, le personnel pénitentiaire ou les notaires. Les écoles nationales françaises de la magistrature (ENM), des greffes (ENG), de l'administration pénitentiaire (ENAP) et de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) sont partenaires de ce programme au côté de l'Institut national de formation judiciaire de Côte d'Ivoire (INFJ).



109

SESSIONS

DE FORMATION CONTINUE
DISPENSÉES PAR L'INSTITUT NATIONAL
DE FORMATION JUDICIAIRE
EN PARTENARIAT AVEC LES ÉCOLES
NATIONALES FRANÇAISES
DE LA MAGISTRATURE, DES GREFFES,
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
ET DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

« La violence domestique est une thématique nécessaire, explique l'un des deux formateurs, Achille de N'Djournou, magistrat et conseiller du ministre de la Justice. Les magistrats ont besoin d'être continuellement formés et de disposer des instruments juridiques, tant internationaux que nationaux, pour faire face aux évolutions de la société. » L'autre formatrice, Aude Duret, est vice-procureur au tribunal de grande instance de Paris et spécialiste de ce domaine. « Les codes civils ivoirien et français sont globalement très proches, explique-t-elle. Cela nous permet d'échanger de façon

constructive sur le droit et les réalités du quotidien. » Harcèlement, violences psychologiques, atteintes sexuelles, droits des enfants... Tous les problèmes sont passés en revue et l'on se penche sur la problématique de la preuve dans la violence domestique. « Tout l'enjeu est de montrer ce qui n'est pas toujours visible », explique la magistrate.

« Dans notre droit, cette violence-là n'apparaît pas clairement, confie, entre deux exercices pratiques, une jeune juge des tutelles, Nadège Bella. Or, sous l'angle des violences domestiques et des droits de l'homme, on se forge une autre opinion : on ne voit pas

seulement la qualification infractionnelle, on apprécie la qualité d'auteur et de victime... Cela nous permet d'envisager d'autres formes de réponse. »

— Les huissiers prendront le relais

Dans quelques jours, c'est une formation sur la justice commerciale, animée par des huissiers français, qui prendra le relais. Les formations vont s'enchaîner ici jusqu'en 2018. Parallèlement, un nouveau centre de formation sera construit à Yamoussoukro pour abriter les formations initiales des acteurs de la justice ivoirienne, tandis qu'un

nouveau centre de formation continue sera construit à Abidjan. Là aussi, des bâtiments tout neufs au service d'une ambition renouvelée. Des symboles aussi visibles que tangibles pour signifier aux yeux de tous la progression de l'État de droit dans tout le pays. ●

La futur Institut national de formation judiciaire, à Yamoussoukro. D'autres constructions d'infrastructures sont en cours dans le cadre du projet, dont les cours d'appel de Daloa et de Korhogo, ou le Centre d'observation des mineurs d'Abidjan.





Un producteur de bananes dans la *selva*, la zone amazonienne du Pérou.

CLIMAT : LES AGRICULTEURS EN PREMIÈRE LIGNE

AIDER LES AGRICULTEURS DES ZONES LES PLUS REÇULÉES DU PÉROU À FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEUR PERMETTRE DE CONTINUER À VIVRE DE LEURS TERRES, C'EST CE À QUOI S'ENGAGE AGROBANCO, LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT PÉROUVIENNE CONSACRÉE À L'AGRICULTURE, VIA UNE OFFRE DE FINANCEMENT TRÈS AMBITIEUSE.

Au Pérou sévit un curieux paradoxe : l'agriculture et les agriculteurs sont à la fois très exposés aux changements climatiques – on ne présente plus el Niño, la Niña et leur cortège de destructions, mais ils y contribuent également fortement. On continue en effet à détruire la forêt pour gagner des surfaces cultivables : plus de 60 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues à ce changement d'usage des sols. Et, comme dans de nombreux pays, des pratiques agricoles intensives causent dégradations et appauvrissement des ressources. Comment, alors, enrayer cette dynamique destructrice tout en apportant, en priorité, des solutions aux petits agriculteurs ?

« Dans la foulée de l'organisation de la COP 20 à Lima, en 2014, l'intérêt et la mobilisation des Péruviens pour lutter contre les changements climatiques ont décuplé, explique Éléonore Pocy, chargée de projet à l'agence AFD dans la capitale péruvienne. Il y a eu une vraie prise de conscience, et beaucoup ont compris que l'amélioration des pratiques agricoles était essentielle. »

— Agrobanco au secours de la sierra et de la selva

L'un des principaux acteurs du renouveau s'appelle Agrobanco, la banque publique de développement du secteur agricole péruvien. Sa part de marché en volume des prêts à destination des agriculteurs est minoritaire, mais elle se concentre sur ceux qui ont le plus de difficultés à accéder au crédit, dans les zones andines (*sierra*) et amazoniennes (*selva*). Les besoins de ces paysans sont immenses. « Pour les aider, Agrobanco propose des solutions financières compétitives, mais pas seulement, précise Céline Bernadat, chef de projet Institutions financières à l'AFD. Car pour changer de modèle de production, les agriculteurs ont aussi besoin de conseils. La banque s'appuie sur

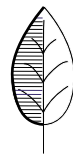
“

Agrobanco s'appuie sur des intermédiaires à même de jouer un double rôle : monter le dossier de crédit et assister l'agriculteur dans le lancement de son projet.

● **Céline Bernadat,**

chef de projet Institutions financières à l'AFD

plus de
80%



DE LA LIGNE DE CRÉDIT
SERONT UTILISÉS POUR DES
PROJETS D'INVESTISSEMENTS
VERTS DANS LES ZONES
ANDINES ET AMAZONIENNES
(SIERRA ET SELVA)

des intermédiaires qui ont une formation d'ingénieur et qui sont à même de jouer un double rôle : monter le dossier de crédit et assister l'agriculteur dans le lancement de son projet. C'est une approche constructive et très innovante au Pérou. »

— Banco Verde

Depuis trois ans, Agrobanco connaît une très forte croissance. Elle a même vocation à devenir la banque d'un développement rural innovant et "climato-compatible". En 2015, le plan Banco Verde (Banque Verte) a été adopté. Mais, pour tenir le cap de ses ambitions, Agrobanco a besoin de soutien. Fruit de la dynamique des COP et du dialogue bilatéral franco-péruvien sur les changements climatiques, la rencontre avec l'AFD s'est faite naturellement. « Nous considérons que les aspects environnementaux sont des clés pour notre activité, précise Carlos Ginocchio, le directeur général d'Agrobanco. Et nos objectifs et ceux de l'AFD sur la lutte contre les changements climatiques sont alignés. » « On est là au cœur



En Amazonie centrale, Agrobanco soutient les producteurs de café de la communauté native Yánesha Nagazú. Ses 90 familles vivent sur un territoire de 1100 hectares, dont 500 reconnus comme réserve naturelle.

du mandat de l'AFD, ajoute Éléonore Pocy. Il s'agit d'un prêt climat avec de forts impacts attendus en matière d'inclusion des populations rurales et de développement économique. »

Concrètement, ce prêt consiste à mettre à disposition d'Agrobanco une ligne de crédit de 50 millions d'euros. Le but ? Faire monter les projets verts de 10 à 25 % du total du portefeuille d'ici 2019. Les premiers prêts consentis concernent les investissements de petites exploitations de café, cacao, banane bio ou gingembre. « Nombre d'entre elles pratiquent la plantation sous ombrage, explique Claude Torre, expert agronome à l'AFD. Cette technique, qui maintient une couverture arborée, permet d'utiliser moins d'intrants et de préserver la biodiversité. C'est aussi un gage de produits de qualité. » Les prêts accordés aux agriculteurs sont le plus souvent des prêts à long terme (entre trois et huit ans) permettant

l'implantation d'une culture pérenne, avec une période de grâce précédant l'arrivée des premières productions.

— Aider plus ceux qui innovent le plus

Mais l'ambition du plan Banco Verde ne s'arrête pas là. Dans un second temps, et pour au moins 40 % de la ligne de crédit, de nouveaux projets innovants seront concernés : sylvopastoralisme, compost, production de biomasse, amélioration de l'irrigation... La définition et l'affinage des critères sont en cours grâce à l'appui d'une assistance technique. C'est une subvention de 5 millions d'euros issue de la Latin America Investment Facility (LAIF - Facilité d'investissement pour l'Amérique latine) de l'Union européenne, venant en complément du financement de l'AFD, qui la rend possible et qui va permettre d'en faire un vrai levier. « L'enjeu est considérable, précise Claude Torre.

Certaines solutions sont parfois considérées comme vertes, mais elles ne le sont pas vraiment pour le climat ou la durabilité des sols. Il s'agit de poser des bases adaptées d'indicateurs et de systèmes de gestion des risques afin de mettre en œuvre des investissements durables. C'est une démarche prometteuse et structurante qui pourra être reproduite ailleurs! »

La subvention de la LAIF va également permettre à Agrobanco d'offrir des prêts à taux bonifiés aux agriculteurs qui feront le choix de ces investissements, ou encore de mettre en œuvre des outils de suivi et de contrôle afin d'apprécier les impacts des prêts. « L'AFD nous accompagne de façon judicieuse dans notre processus de transformation, précise Carlos Ginocchio. C'est précieux, car nous avons d'importantes attentes... Il s'agit rien de moins que de révolutionner notre secteur agricole! » ●



Travaux d'extension de l'aqueduc de Disi, qui abreuve depuis 2013 Amman, la capitale jordanienne. Il ira bientôt jusqu'à la ville de Zarqa, où se trouvent de nombreux réfugiés syriens.



UNE COURSE À L'EAU

PAYS PARMIS LES PLUS ARIDES AU MONDE, LA JORDANIE DOIT FAIRE FACE À UN DÉFICIT CHRONIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU. UNE POLITIQUE SOUTENUE DE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES EST MENÉE... MAIS LE DÉFI RESTE IMMENSE.

On dit qu'un pays est en stress hydrique lorsque la quantité d'eau disponible est inférieure à 500 m³ par an et par habitant. Aujourd'hui, la Jordanie dispose de moins de 135 m³ par an et par habitant. « *Cela en fait l'un des cinq pays les moins bien dotés en eau de la planète* », souligne Frédéric Maurel, chef de projet et responsable Méditerranée à la division eau et assainissement de l'AFD. Or, compte tenu du développement économique et démographique du pays, les besoins sont considérables... Une étude menée par le cabinet McKinsey pour le Water Resources Group, avançait, dès 2011, un scénario 2030 selon lequel le pays pourrait accusé un déficit annuel d'approvisionnement de 660 millions de mètres cubes d'eau.

— Le déclin du Jourdain est spectaculaire

Cette situation extrême s'explique d'abord par le contexte régional. La Jordanie a longtemps été généreusement arrosée par le fleuve Jourdain, qui se jette dans la mer Morte après avoir reçu les eaux d'un important affluent, le Yarmouk. Mais le développement économique de la région a tari le fleuve. « *Le Yarmouk est très utilisé par la Syrie, et le Jourdain par Israël* », explique François Molle, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Avec le National Water Carrier of Israël (NWC - aqueduc national d'Israël), qui prélève les eaux du lac Tibériade, et les pompes du Jourdain destinés à l'eau potable et aux exploitations agricoles de la vallée, côté jordanien, le déclin du fleuve est spectaculaire. Son débit dans la mer Morte a été

Stress hydrique
MOINS DE
500 M³/AN
ET PAR HABITANT

Jordanie
MOINS DE
135 M³/AN
ET PAR HABITANT

France
3000 M³/AN
ET PAR HABITANT

divisé par six depuis les années 1950 : il est passé de 1,3 milliard de mètres cubes par an, à 200 millions de mètres cubes. Sur le site de la mer Morte, justement, les activités d'extraction de la potasse aggravent la baisse du niveau des eaux – actuellement de l'ordre d'un mètre par an, avec des prélèvements nets par évaporation supplémentaire de l'ordre de 250 millions de mètres cubes par an. Et le réchauffement climatique aggrave encore le phénomène...

Autre point préoccupant, la moitié de l'approvisionnement en eau du pays provient de ressources souterraines surexploitées ou non renouvelables. Et leur niveau chute de manière préoccupante.

— L'arrivée des réfugiés accentue la crise

L'afflux de réfugiés, venus notamment de Syrie depuis le déclenchement de la guerre en 2011, vient lui aussi aggraver la situation. Ils seraient 630 000 selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 1,2 million selon les autorités. Dans le nord du pays, ces populations ajoutent au déséquilibre préexistant entre besoins vitaux et possibilités d'approvisionnement en eau potable. « 85 % des réfugiés, souvent des femmes et des enfants, vivent ou survivent en dehors des camps. Ils s'installent en ville, hébergés chez l'habitant ou dans des abris de fortune », explique Serge Snrech, directeur de l'agence AFD d'Amman. Pour soutenir la Jordanie dans son effort d'accueil, l'AFD, la KfW allemande et l'Union européenne financent à hauteur de 144 millions d'euros l'amélioration de la distribution de l'eau dans les deux plus grandes villes du nord de la Jordanie, Irbid et Ar Ramtha. En partenariat avec Action contre la faim (ACF), « il s'agit de toucher 10 000 ménages sur trois ans en améliorant leur accès à l'eau, par un travail sur les installations de stockage ou des pièces d'eau de la maison », précise Serge Snrech.

“ La Jordanie est un laboratoire pour les enjeux démographiques et de changements climatiques. ”

●
Frédéric Maurel,
Chef de projet à l'AFD

— Optimiser l'offre et la demande

« La Jordanie est un laboratoire pour les enjeux démographiques et de changements climatiques... La gestion durable de l'eau y est un vrai casse-tête », résume Frédéric Maurel. La seule réponse possible, c'est l'optimisation à tous les maillons de la chaîne. Côté demande, il faut rendre les usages plus durables, notamment dans le secteur agricole. Côté offre, il faut déployer de nouvelles infrastructures.

Pour accompagner ces mutations, l'AFD a engagé 438 millions d'euros en dix ans. L'eau est sa priorité dans le pays. Elle a participé au financement de 12 projets, dont celui de l'aqueduc de Disi – 100 millions de mètres cubes d'eau potable apportés annuellement à la population d'Amman, la capitale –, ainsi qu'à son extension vers Zarqa, non loin de la frontière syrienne. Un soutien a été apporté à un projet de traitement et d'acheminement d'eau potable à partir du canal du Roi-Abdallah. Les politiques publiques sont également accompagnées par le biais d'une aide budgétaire et d'une assistance technique.

« Notre collaboration avec l'AFD est exemplaire. C'est un partenaire fiable, l'un des trois principaux du pays avec l'USAID et la KfW », témoigne Iyad Dahiyat, secrétaire général du ministère de l'Eau et de la Water Authority of Jordan. « Les projets soutenus par l'AFD ont permis d'améliorer l'accès à l'eau pour 80 % de la population », estime Frédéric Maurel. Un bilan encourageant, même si le chemin à parcourir reste considérable.

— Sauver la mer Morte

« Les tensions extrêmes autour de l'eau ont conduit la Jordanie à mener une politique hydrique très volontariste. Par exemple, elle a, avant tout le monde, cherché à réutiliser les eaux usées », souligne François Molle de l'IRD. Depuis 2008, celles de l'aire urbaine d'Amman sont ainsi épurées par la station d'As-Samra, au nord-est de la capitale. D'importants travaux ont permis de porter sa capacité à 365 000 mètres cubes par



UN DÉFI POUR L'AGRICULTURE

Les autorités jordaniennes ont tranché : la priorité reste à l'approvisionnement en eau potable de la population, au détriment de la production agricole. « L'agriculture a perdu un peu de son pouvoir politique depuis dix ou quinze ans. Comme partout dans le monde, elle devient une variable d'ajustement », analyse François Molle, de l'Institut de recherche pour le développement. Le volume alloué à l'irrigation a ainsi été plafonné à 500 millions de mètres cubes annuels. Le développement du goutte-à-goutte, préféré à l'irrigation de surface, n'a en effet pas permis d'atteindre les économies escomptées... « Pour augmenter la production, il faudra trouver des solutions plus efficaces. Cela dit, à terme, seules existeront les exploitations tournées vers la haute valeur ajoutée agricole », prévoit François Molle.

jour en 2015. Les eaux recyclées filent vers le canal du Roi-Abdallah pour irriguer les exploitations agricoles de la vallée du Jourdain.

Pour tenter de trouver des solutions durables, les autorités se tournent également vers le sud du pays. Le projet Mer Rouge-Mer Morte, le “Red-Dead” comme on l'appelle en Jordanie, prévoit le pompage annuel de 2 milliards de mètres cubes d'eau dans la mer Rouge, puis la désalinisation de 850 millions de mètres cubes destinés à la consommation et le rejet de 1150 millions de mètres

cubes de saumures, pour tenter de sauver la mer Morte de la catastrophe. Un projet pharaonique estimé à 10 milliards de dollars, dont les études préliminaires, en grande partie financées par l'AFD, ont conclu à la faisabilité. Une première phase correspondant à 10 % de l'objectif est désormais lancée... « Jusqu'à présent, pour obtenir de l'eau potable, on déstockait les nappes », précise François Molle. Demain, l'eau viendra du Red-Dead. Il y a un peu d'escalade dans tout cela : plus d'énergie, plus de coûts. Mais le pays n'a pas tellement d'options. » ●



En 2019, 22 Néobus circuleront dans Nouméa sur des voies dédiées. Une mutation d'ampleur pour la capitale néo-calédonienne.



REPORTAGE

NOUMÉA, PLUS MIXTE ET PLUS FLUIDE

DEPUIS LONGTEMPS, NOUMÉA ET SON AGGLOMÉRATION SONT CONGESTIONNÉES PAR LA CIRCULATION. POUR OFFRIR UNE ALTERNATIVE EFFICACE À LA VOITURE, UN PROJET DE BUS À HAUT NIVEAU DE SERVICE (BHNS) A ÉTÉ LANCÉ : NÉOBUS. IL RÉPOND AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AINSI QU'ÀUX BESOINS DE MIXITÉ SOCIALE ET D'ÉQUILIBRE ENTRE LES TERRITOIRES. UNE APPROCHE AMBITIEUSE ET NOUVELLE QUI EST AU CŒUR DU MANDAT DE L'AFD EN NOUVELLE-CALÉDONIE.

16 h, centre-ville de Nouméa. Les rues se vident. Sur la place des Cocotiers, où les

salariés viennent manger et se détendre, il n'y a plus que quelques chalands. Les touristes des bateaux de croisière sont, eux, repartis vers d'autres horizons. Les magasins se remplissent. Et comme tous les soirs, les habitants de Dumbéa, Païta et Le Mont-Dore, trois communes situées autour de Nouméa, affrontent patiemment d'inexorables bouchons avant de retrouver leur domicile. Pour sortir de la capitale, la voie express située entre le lagon et les sommets verdoyants des monts Koghis, est la route la plus empruntée. Mais le trafic s'est encore accentué depuis que le nouveau centre hospitalier, le Médipôle de Koutio, a ouvert ses portes à Dumbéa en novembre dernier. Tiphaine Cherbonnel est infirmière en chirurgie et travaille de nuit. « Quand je pars le soir, explique-t-elle, je subis environ 45 minutes de bouchons, idem pour rentrer le matin. C'est beaucoup ! Je me retrouve dans le flux de circulation des gens qui vont à Nouméa. » Depuis plusieurs mois, sa collègue, Suzy Leneveu, prend le bus devant la plage de Magenta. Quand il n'y a pas de transport en commun tôt le matin, elle doit appeler un taxi pour être à l'heure au travail.

« La croissance de la population, combinée à l'organisation urbaine en presque île de Nouméa, engendre un goulot d'étranglement à l'entrée de la ville », indique Marc Zeisel, président du Syndicat mixte des transports urbains (SMTU) et adjoint en charge des transports à la Ville de Nouméa. « Si les Calédoniens n'utilisent pas plus les transports en commun l'agglomération va être asphyxiée ! confirme le maire de Dumbéa, Georges Naturel. On compte 180 000 habitants aujourd'hui et 200 000 sont prévus en 2020. »

C'est pour résoudre ces problèmes récurrents que le Syndicat intercommunal

Les transports en commun sont un vecteur de lien social.

Christophe Lefèvre,
directeur du Syndicat intercommunal
du Grand Nouméa

du Grand Nouméa a imaginé un plan de déplacements à l'échelle de l'agglomération. Celui-ci comprend le lancement d'un transport en commun en site propre, Néobus, soit 22 bus modernes qui utiliseront des voies dédiées dans le Grand Nouméa. Livraison prévue : 2019.

— Un gain de vingt minutes en heure de pointe

Le SMTU est le maître d'ouvrage de ce bus à haut niveau de service (BHNS) semblable à celui de Metz, mis en place en 2015, ou encore de Curitiba (Brésil), ville qui a lancé le concept à la fin des années 1980, et dont la rénovation a été récemment financée par l'AFD. La première phase - 13,3 kilomètres sur un total de 24,6 prévus à terme - permettra de partir de la baie de la Moselle, près du marché de Nouméa en centre-ville, pour se rendre au Médipôle, la plus grosse station du réseau. Vingt-trois stations rythmeront le parcours et deux parkings-relais seront construits. Les usagers de Néobus gagneront environ vingt minutes de trajet en heure de pointe, car les bus bénéficieront d'une voie dédiée et seront prioritaires aux carrefours et aux feux.

« Néobus va profondément transformer le paysage des transports en commun calédoniens, précise la directrice de l'AFD en Nouvelle-Calédonie, Karine Martin de Frémont, car il s'inscrit parfaitement dans la stratégie globale de l'AFD. Le service répond aux grands enjeux identifiés - l'urbanisation, la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques -, tout en soutenant l'initiative économique. » « Par nature, ajoute Christophe Lefèvre, directeur du SMTU, les transports en commun sont un vecteur de lien social et viennent répondre aux besoins d'une frange de la société qui n'a pas accès à la voiture. »

— Plus qu'un bus

Aux abords des Néobus, les trottoirs seront élargis, des arbres seront plantés, du mobilier urbain et des éclairages





Tous les jours, la médiatrice du chantier Néobus, Sandrine Fleurent (à gauche), répond aux questions des commerçants et des riverains sur le déroulement du chantier.

167

M€



LE COÛT TOTAL DU PROJET EST DE 20 MILLIARDS DE FRANCS CFP, SOIT 167 MILLIONS D'EUROS. AUX CÔTÉS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, L'AFD EST LE PRINCIPAL FINANCEUR DU PROJET PAR LE BIAIS D'UN PRÊT SUR 25 ANS À TAUX BONIFIÉ DE 8,7 MILLIARDS DE FRANCS CFP (73 MILLIONS D'EUROS)

installés. Mais sont aussi prévues la requalification des réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement, et l'installation de la fibre optique... L'amélioration et l'embellissement du cadre urbain font intégralement partie du projet.

Une piste cyclable de 6 km et une voie piétonne seront également accolées à la voie de Néobus afin d'inciter les usagers à passer au vélo, à la marche à pied, à la trottinette ou aux rollers. Compte tenu du temps gagné par rapport au trajet en voiture, compte tenu aussi de la fréquence, de l'amplitude des horaires de passage des bus (5 h-21 h), de la fiabilité du service avec ses voies dédiées ou encore du ticket unique, un taux de report de 5 % de la voiture vers ces nouveaux modes de transport est anticipé. De plus, les passagers bénéficieront d'un meilleur confort, avec notamment un accès renforcé pour les personnes à mobilité réduite et une meilleure qualité d'information pour les voyageurs. L'impact en termes de sécurité routière

et de pollution devrait également être conséquent.

— Les quartiers nord et sud enfin reliés

Les quartiers nord et sud de l'agglomération souffraient jusqu'alors d'un « effet de coupure important, notamment en raison d'une absence d'offre de transport », explique Christophe Lefèvre, du SMTU. Ces quartiers seront enfin reliés. Le fait de pouvoir franchir des barrières administratives et géographiques permettra aux bailleurs sociaux de construire plus aisément tout au long du trajet. »

De nombreux projets innovants sont déjà dans les cartons... Ainsi, un cinéma MK2 ouvrira ses portes en 2019 à Dumbéa, au moment de la mise en service de Néobus. Et une résidence étudiante sera construite d'ici à 2020 par la Société immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC, filiale de l'AFD). Elle sera placée face à un arrêt Néobus et non loin du lycée du Grand Nouméa qui propose des formations post-bac. « La desserte par le Néobus est un élément essentiel d'attractivité. C'est un service en plus pour un public qui, souvent, n'a pas de voiture* », précise Marie Benzagloul, directrice des partenariats de la SIC. « L'objectif, ajoute Karine Martin de Frémont, c'est vraiment d'améliorer la mobilité dans l'agglomération, de permettre aux gens de se rendre facilement sur leur lieu de travail, de se former, d'avoir accès aux soins, aux loisirs... C'est ça aussi le rôle de l'AFD ! C'est la frange de la population qui n'a pas d'autre choix que d'utiliser les transports en commun qui est d'abord concernée. »

— Vers une mutation urbaine complète

Néobus est la colonne vertébrale, le pilote d'un projet plus ambitieux encore : Tanéo. Ce réseau de transport en commun unifié à l'échelle de l'agglomération permettra un transfert des

voyageurs simplifié et plus rapide, grâce notamment à une billetterie unique. Le prêt de l'AFD accompagne aussi ce projet en finançant, par exemple, les investissements de billetterie et l'information des voyageurs. Le coût total de l'investissement jusqu'à 2025 est estimé à 33 milliards de francs CFP, soit 251 millions d'euros. « Nous allons

refondre le réseau de transport urbain. C'est l'occasion d'une véritable mutation urbaine ! », conclut le président du SMTU, Marc Zeisel. Une ambition qui devrait durablement refaçonner le Grand Nouméa, au profit de tous. ●

* En Nouvelle-Calédonie, 15 % des ménages n'ont pas les moyens d'acheter un véhicule.



Par Georges Naturel, maire de Dumbéa

« MON RÊVE... »

« Pendant longtemps, les communes périphériques de Nouméa, comme Dumbéa, ont été considérées comme des communes dortoirs : il n'y avait pas de commerces, pas de loisirs... Néobus aura un effet structurant. Nous sommes en train de créer de la vie en centre-ville en développant une zone d'activités, un projet de marina, des aménagements autour de la rivière Dumbéa. La ville compte aujourd'hui 36 000 habitants, ils seront 40 000 dans cinq ans et 50 000 dans dix ans ! On est passé de 5 % de logements sociaux en 2004 à 28,9 % en 2014. Néobus est une offre essentielle pour les gens qui ont des moyens limités. Mon rêve, c'est qu'un jour les habitants de Nouméa viennent à Dumbéa pour leurs loisirs ou pour se ressourcer. »



Néobus répond à de grands enjeux : urbanisation, préservation de l'environnement et lutte contre les changements climatiques.



Karine Martin de Frémont, directrice de l'AFD en Nouvelle-Calédonie



Le Médipôle, centre hospitalier de Dumbéa. Grâce à Néobus, il sera directement desservi depuis le centre-ville de Nouméa.



Jour de consultation pour cet enfant et sa mère à la clinique du Cross Messenger Ministries, à Nairobi (Kenya).

LE SECTEUR PRIVÉ AU CHEVET DE LA SANTÉ

L'ACCÈS AUX SOINS – ET AUX SOINS DE QUALITÉ – EST UN DÉFI POUR UNE GRANDE PARTIE DE LA POPULATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. CE SONT NOTAMMENT DES PETITES STRUCTURES PRIVÉES QUI, DANS LES CAMPAGNES ET POUR LES PLUS PAUVRES, RÉPONDENT AUX BESOINS. ENGAGÉE À LEURS CÔTÉS, LA FONDATION MEDICAL CREDIT FUND FAIT LA DÉMONSTRATION QU'EN MATIÈRE DE SANTÉ, ON PEUT ALLIER OBJECTIF SOCIAL ET PROJET ENTREPRENEURIAL DE FAÇON EFFICACE.

L'Afrique subsaharienne représente 16 % de la population mondiale mais seulement 2 % des dépenses mondiales de santé. La croissance démographique, l'augmentation des maladies chroniques, mais aussi les progrès socio-économiques, génèrent pourtant au fil des années une demande de soins toujours plus pressante. Or, le sous-continent africain souffre d'un manque patent d'investissements.

Dans ce contexte très tendu, près de 50 % du total des prestations de soins sont déjà assurés par le secteur privé qui joue là un rôle clé à tous les niveaux, de l'offre de soins au commerce de détail. Sa place est même prépondérante dans certains pays, comme l'Ouganda ou le Ghana, avec plus de 60 % des parts de marché de l'offre totale de soins. « *Contrairement aux idées reçues, le privé est parfois le seul prestataire de soins dans des régions rurales et dans des quartiers urbains défavorisés*, explique Aurore Lambert, chef de projet santé à l'AFD. *On est loin d'une offre qui ne servirait que les populations les plus riches!* »

Souvent de petite taille ou de taille moyenne, ces structures sont confrontées à deux problèmes majeurs et intrinsèquement liés : la faible qualité des soins et la difficulté d'accès à des financements qui permettraient d'investir pour y remédier. De fait, le secteur bancaire considère généralement leurs activités comme risquées.

— Près de 600 centres de soins financés

Medical Credit Fund (MCF) est une fondation qui a justement pour objectif de faciliter le financement de ces structures tout en accompagnant l'amélioration de leurs standards de qualité. Basée aux Pays-Bas, elle est, à l'heure actuelle, la seule fondation de ce type. En cinq ans d'existence, MCF a financé 586 centres de soins, principalement au Kenya et

au Ghana, mais aussi au Nigeria et en Tanzanie. Le montant moyen des prêts s'élève à 20 000 euros et ces derniers servent surtout à rénover des bâtiments ou à acquérir des équipements. Ainsi, il y a quelques mois, l'hôpital South B, une petite structure hospitalière de 45 lits située dans une zone populaire de Nairobi (Kenya), a bénéficié d'un prêt pour financer la création d'unités de soins intensifs, de néphrologie et d'hémodialyse. Pendant toute la durée du prêt, les équipes de l'hôpital suivront un programme d'amélioration de la qualité des soins.

MCF est une fondation à but non lucratif. Mais c'est aussi un acteur privé : MCF ne fait pas de dons et cherche à croître pour atteindre l'équilibre financier nécessaire pour assurer l'autonomie du projet et le faire gagner en puissance. « *On est dans le social business*, explique Selvan Pajaniradja, qui développe ce secteur d'intervention à l'AFD. *L'objectif est bien de construire une offre de santé de qualité pour tous, à un prix abordable. MCF fait donc du développement, en générant dans le même temps les revenus indispensables à la pérennité du projet!* » (lire l'entretien avec Selvan Pajaniradja sur les engagements de l'AFD en matière de social business, p. 46).

— Demain, l'Afrique francophone ?

La particularité de MCF tient à sa méthode, inclusive et partenariale. La fondation s'appuie sur des institutions financières locales auxquelles elle apporte sa connaissance du secteur de la santé et qu'elle accompagne lors de l'instruction et du suivi des dossiers. « *Le but est de travailler avec des partenaires locaux et de les aider à développer leur offre de prêts à destination du secteur*, explique Aurore Lambert. *Il s'agit de démontrer que le financement des services de santé en Afrique peut être une activité rentable.* » Parce que le projet de MCF coïncide avec ses objectifs en matière de santé et de

social business, l'AFD a décidé de participer, en décembre 2016, à une levée de fonds. Elle l'a fait via un prêt concessionnel de 3 millions d'euros et une subvention de 1 million d'euros issue de sa facilité *social business*. Elle se joint ainsi notamment à la Société financière internationale (SFI) et à la Calvert Foundation. À terme, l'objectif pour l'AFD est d'aider MCF à s'implanter en Afrique francophone, en particulier en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal, où les besoins sont également importants. « *Compte tenu de son expertise sur la santé et le secteur financier dans de nombreux pays, l'AFD est un partenaire clé pour accompagner notre projet d'amélioration des capacités de financement des structures de santé et, plus globalement, de la qualité des soins sur le continent* », précise Arjan Poels, le directeur général de MCF. ●

20000€



C'EST LE MONTANT MOYEN
DES PRÊTS ACCORDÉS



586



CENTRES DE SANTÉ
ONT ÉTÉ FINANCÉS ET
ACCOMPAGNÉS EN CINQ ANS



10

BANQUES LOCALES
SONT DÉJÀ PARTENAIRES



ENTRETIEN

« Agir sur les trois dimensions du *social business* »



ENCOURAGER LES INITIATIVES INNOVANTES DES ENTREPRISES SOCIALES EST L'UNE DES AMBITIONS DE L'AFD. **SELVAN PAJANIRADJA** TRAVAILLE AU DÉVELOPPEMENT DE CE SECTEUR D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT.

— Pourquoi l'AFD s'engage-t-elle de façon croissante dans le *social business* ?

Ce secteur apporte des réponses innovantes à des problèmes sociaux, là où les politiques publiques sont parfois insuffisantes. Et, surtout, il le fait de manière durable, puisqu'il vise l'autonomie financière des projets. C'est évidemment très prometteur... Mais le développement du *social business* ne pourra se faire qu'avec un soutien financier et dans le cadre de politiques publiques favorables à l'émergence de ce type de projets. L'AFD est engagée aux côtés des acteurs de ce secteur depuis 2015 via une initiative dédiée qui implique notamment une facilité, des prises de participation dans des fonds à impact social, des garanties et des prêts.

— Quels sont les projets emblématiques soutenus par l'AFD ?

Nous avons déjà financé plus de 30 projets. Celui de la fondation Medical Credit Fund est particulièrement intéressant et représentatif puisqu'il s'agit de

toucher des populations vulnérables sur un besoin essentiel, la santé. Nous avons également pris des participations dans un fonds qui investit dans des petites entreprises à impact social (Oasis) et appuyé la fondation française Grameen Crédit Agricole, très active dans l'inclusion financière.

Nous développons aussi un ambitieux projet d'appui à l'incubation d'entreprises sociales grâce auquel nous espérons financer, sur trois ans et dans trois pays africains, près de 100 entreprises.

— À quels critères ces projets répondent-ils ?

Nous veillons à ce que l'objectif soit de créer des biens et services à destination des personnes vulnérables ou que celles-ci soient parties prenantes en tant que producteurs, distributeurs, fournisseurs ou employés. Il importe également que les projets soient financièrement pérennes. Ainsi, de par sa structure, une association ne sera généralement pas considérée comme une entreprise sociale. Enfin, nous

essayons de pousser les structures à progresser en matière de gouvernance interne, notamment par la mesure de leurs impacts sociaux, une réallocation des profits vers le développement de l'activité et une RSE satisfaisante.

— Vous cherchez aussi à agir sur le cadre réglementaire...

Oui. Toucher les entreprises et les entrepreneurs est important, mais agir sur les écosystèmes l'est aussi. Nous avons en France une approche spécifique du *social business* : c'est l'ESS, l'économie sociale et solidaire. Elle recouvre une loi-cadre, des sources de financement dédiées, de nombreux acteurs très impliqués. C'est un modèle très abouti, plus large que le *social business*, car il joue sur les trois dimensions : micro, méso et macro. L'action de l'AFD s'inscrit très clairement dans ce cadre et cette philosophie. ●

TOUS LES ACTEURS DU CHANGEMENT

SOUTENIR LES INCUBATEURS, AIDER LES FEMMES À ACCÉDER AU TRAVAIL, FORMER LES LEADERS DE DEMAIN... POUR CHANGER DE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, IL FAUT CHANGER TOUT COURT. ET DONC INNOVER. VOICI QUELQUES AUTRES ACTIONS MENÉES EN 2016 PAR L'AFD POUR AIDER À FAIRE ÉVOLUER LES HABITUDES, LES TECHNIQUES ET, PARFOIS MÊME, LES A PRIORI.



Afrique Former les futurs leaders

Le Cefeb, l'université d'entreprise de l'AFD, est engagé aux côtés de Sciences Po, de l'université du Cap et de l'Institut supérieur de management de Dakar dans un programme

de formation certifiante, LeAD Campus (Leaders pour l'Afrique de demain). Une formation de haut niveau pour un développement économique durable porté par les acteurs locaux.

Startups africaines Les incubateurs se connectent !

L'AFD s'est associée à Bond'innov, incubateur français tourné vers les pays du Sud, pour lancer Afric'innov, une plateforme web qui ambitionne d'être à la fois le média de référence de l'innovation en Afrique et un système d'information et de ressources en ligne pour les incubateurs de startups. Ce programme a aussi pour objectif de soutenir les porteurs de projet eux-mêmes via des dispositifs de financement des startups dans leur phase de lancement.

Opal, le Big Data au service de l'intérêt général


Les pays en développement manquent de statistiques fiables sur leurs populations pour mettre en place des politiques adaptées. Exploiter les données d'utilisateurs d'entreprises privées pour combler ce déficit et servir l'intérêt général, c'est l'idée du projet Opal.

Turquie Les femmes et la sécurité d'abord...

Malgré son dynamisme économique, la Turquie possède des faiblesses structurelles : le taux d'emploi des femmes le plus faible des pays de l'OCDE (30 % contre 62 % en 2015), et des conditions de santé et de sécurité au travail dégradées, avec un nombre d'accidents important, 600 fois plus élevé que dans l'Union européenne. L'AFD et TSKB, banque de développement turque, ont initié en 2016 un plan d'investissement destiné à financer des PME turques faisant le choix d'agir dans ces domaines.

UNE PASSERELLE SUR LA MÉDITERRANÉE

DEPUIS 2007, LE PROGRAMME JOUSSOUR RÉUNIT PLUS DE 130 ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS LOCALES ET INSTITUTIONS ALGÉRIENNES ET FRANÇAISES. L'OBJECTIF ? AGIR ENSEMBLE ET TRÈS CONCRÈTEMENT AUPRÈS DES JEUNES ET DES ENFANTS. D'UNE RIVE À L'AUTRE DE LA MÉDITERRANÉE, CETTE APPROCHE CONCERTÉE ALIGNÉ LES RÉUSSITES...

 Pose selfie lors d'une randonnée en Kabylie organisée par les Nomades algériens. Cette association oranaise promeut le patrimoine culturel et touristique de l'Algérie auprès des jeunes.



Programme concerté pluri-acteur. PCPA. Derrière ce drôle d'acronyme se cache un projet de coopération ambitieux, dont le but est rien de moins que de renforcer l'action de la société civile au bénéfice des plus vulnérables, et enrichir le dialogue et l'échange entre les citoyens de deux pays liés par l'Histoire.

« Au milieu des années 2000, le tissu associatif algérien était peu structuré et insuffisamment connecté, explique Agnès Belaïd du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), une ONG de développement basée en France. Il était fragilisé, comme tout le pays, par la décennie noire des années 1990. » Les associations algériennes sont alors pourtant convaincues qu'elles ont un rôle essentiel à jouer, notamment auprès des enfants et des jeunes, dans un pays où près de deux habitants sur trois ont moins de 30 ans. Et elles rencontrent auprès d'associations françaises une volonté commune d'agir ensemble et de créer des synergies.

« Un investissement sur l'humain »

Le CFSI et le ministère des Affaires étrangères français, relayé à partir de 2009 par l'AFD, proposent alors aux associations algériennes un PCPA, c'est-à-dire un programme de renforcement simultané des associations. L'idée est d'initier une approche concertée en réunissant les organisations de la société civile (OSC) et les pouvoirs publics, et de mobiliser les collectivités territoriales des deux pays. De part et d'autre, on s'engage à mutualiser les ressources et à partager les expériences autour de projets concrets. Jousour, la "passerelle" en arabe, est né.

« Un PCPA, c'est un investissement sur l'humain, explique Martin Péricard, chef de projet à la division du partenariat avec les ONG à l'AFD. L'important, c'est

la dynamique... Le programme a certes un côté immatériel, mais sa règle est claire : faire communauté entre les deux rives de la Méditerranée, afin de favoriser l'émergence d'acteurs, et d'encourager le dialogue interculturel et la citoyenneté. On est en plein dans les objectifs de développement durable ! »

— D'Oran à Béjaïa...

Moins de dix ans après sa création, Jousour s'est mué en une structure de coordination essentielle pour la société civile algérienne. « Un acteur clé et une référence », selon Abderrahmane Arar, président du Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (Nada). « Une structure transversale, qui place les jeunes en acteurs de leurs propres projets et non plus en bénéficiaires de dispositifs », ajoute Agnès Belaïd.

Au total, sur tout le territoire, le programme Jousour a déjà permis de financer 147 projets et de toucher des dizaines de milliers d'enfants et de jeunes. Les domaines d'action sont extrêmement variés : développement de conseils consultatifs des jeunes, prise en charge de l'autisme, aide à la scolarisation, découverte et préservation du patrimoine culturel par le biais de randonnées ou de chantiers de réhabilitation, ou encore formation aux techniques d'élevage et à l'apiculture de jeunes exclus du système scolaire. D'Oran à Béjaïa, en passant par Constantine et El Oued, plus de 80 OSC algériennes agissent ainsi au quotidien. « Jousour est un investissement capital pour nous tous, précise Abderrahmane Arar. Les associations se sont professionnalisées à tous les niveaux : elles sont désormais capables d'apporter des réponses fortes... L'écart est très grand avec la situation de départ. » « Les OSC, ajoute Martin Péricard, se sont affirmées comme interlocutrices dans tous les domaines : pour mieux définir et appliquer les politiques publiques, promouvoir la citoyenneté et créer des

Jousour est un laboratoire pour les sociétés civiles algérienne et française.

Martin Péricard,
chef de projet à l'AFD

services d'intérêt général au bénéfice des populations. »

— Une gouvernance originale

Aujourd'hui, Jousour compte 133 membres. En Algérie, ce sont des associations et des assemblées populaires de wilayas (l'équivalent des conseils départementaux français) ; en France, des associations et des collectivités locales, comme Bordeaux, Aubervilliers ou Nanterre.

Certains programmes sont menés en partenariat direct, comme entre Oran et Bordeaux via deux associations, Santé Sidi El Houari et l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux, et les universités d'Oran et Bordeaux-Montaigne. « Les acteurs algériens et français réfléchissent notamment à la façon d'agir ensemble sur la prise en charge des enfants et des jeunes, explique Abderrahmane Arar. Un véritable réseau est à l'œuvre. » « Nos associations ont appris à dialoguer et à construire ensemble, ajoute Agnès Belaïd. Les partenariats locaux et internationaux existent maintenant, et un véritable dialogue avec les pouvoirs publics s'est engagé. »

Pour favoriser les échanges et la participation des acteurs du programme, Jousour s'est doté d'une gouvernance originale. Ses 133 membres constituent une assemblée plénière qui se reconnaît dans des valeurs communes, définies dans une charte, comme la concertation ou l'égalité des chances. Ils se réunissent tous les ans. Un comité de pilotage algéro-français élu veille à la mise en œuvre du programme.

La gestion quotidienne des activités est assurée par une équipe algérienne sous contrat avec le Nada. Elle est soutenue par l'équipe du CFSI basée en France, qui porte l'ensemble du projet. Le budget de Jousour est d'environ un million d'euros par an, financé à 75 % par l'AFD via une subvention. Parmi les autres bailleurs ou soutiens figurent la Fondation Groupe RATP et la Délégation de l'Union européenne

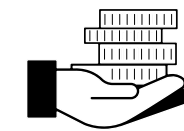
L'AFD ET LES ONG

Les relations de l'AFD avec les organisations de la société civile (OSC) se sont fortement développées et diversifiées depuis le transfert à l'AFD, en 2009, de la compétence en matière de partenariat stratégique et financier avec la société civile française. La direction des partenariats avec les organisations non gouvernementales (DPO) subventionne et suit aujourd'hui 324 projets portés par 140 ONG françaises sur quatre continents. En 2016, 96 nouveaux projets ont été cofinancés à hauteur de 745 000 € en moyenne. Cet apport constitue environ la moitié du budget global des projets.

en Algérie. Les projets des membres algériens sont, quant à eux, également soutenus par les services déconcentrés de l'État, par des collectivités locales et des entreprises.

— Comment pérenniser la dynamique ?

En 2016, Jousour est entré dans sa troisième phase. Quarante-vingts associations algériennes vont développer des initiatives au profit de 30 000 bénéficiaires directs : enfants et jeunes, handicapés ou victimes d'exclusion sociale. L'enjeu de cette phase est d'accroître le dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics à travers des instances de concertation territoriales. « Le dialogue existe au niveau local et celui qui est engagé avec les pouvoirs publics est



147

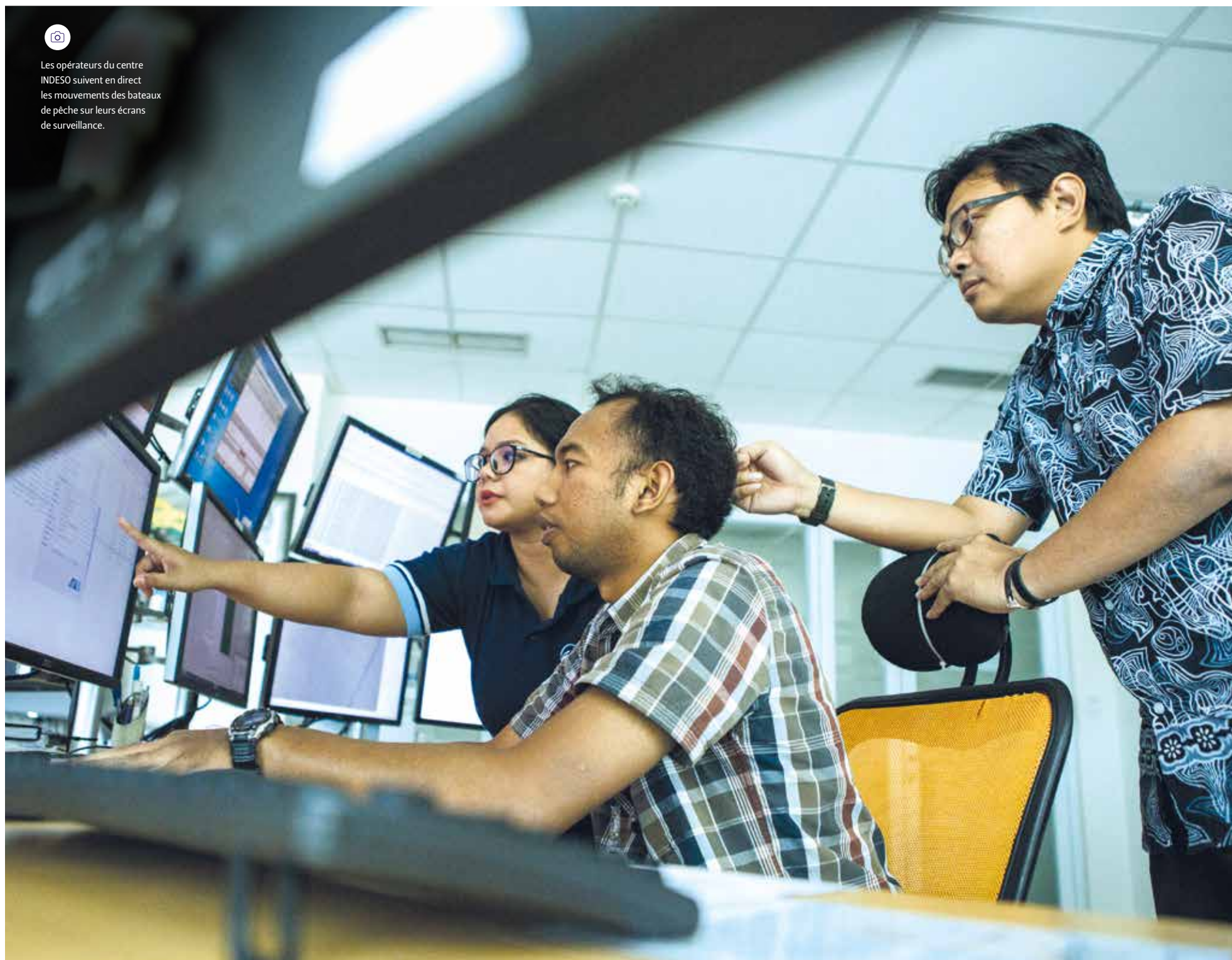
PROJETS ONT ÉTÉ FINANCÉS
PAR JOUSSOUR DEPUIS 2007

déjà extrêmement prometteur, précise Agnès Belaïd. Des collectivités locales sont déjà associées à Jousour et ont pris le relais sur certaines initiatives. C'est la preuve de leur pertinence et la garantie de leur pérennisation. »

« Comment passer d'une réussite locale à une réussite régionale ? s'interroge désormais Martin Péricard. Comment passer du micro au méso ? Jousour a pour ambition d'œuvrer maintenant à une mise à l'échelle en symbiose avec les politiques publiques. C'est un programme qui est un laboratoire pour les sociétés civiles algérienne et française. Beaucoup de choses ont déjà été accomplies... Il s'agit maintenant d'élargir le programme à d'autres acteurs et à d'autres territoires. »



Les opérateurs du centre INDESO suivent en direct les mouvements des bateaux de pêche sur leurs écrans de surveillance.



REPORTAGE

LES SENTINELLES DE BALI

POUR MIEUX CONTRÔLER LES ÉCOSYSTÈMES MARINS ET LUTTER CONTRE LA PÊCHE ILLÉGALE, L'INDONÉSIE S'EST ÉQUIPÉE D'UN CENTRE DE SURVEILLANCE HIGH-TECH, UNIQUE EN SON GENRE. EN TROIS ANS, LE PAYS EST DEvenu L'UN DES HÉRAUTS DE LA DÉFENSE D'UNE PÊCHE PLUS DURABLE.

10

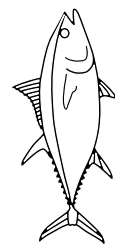
h du matin à Perancak, sur l'île de Bali. On est à deux heures de route de la capitale, Denpasar.

Un vaste bâtiment blanc émerge des cocotiers, flanqué de plusieurs antennes radar. À l'intérieur, dans de grandes salles lumineuses à l'ambiance feutrée, une dizaine de jeunes opérateurs au look décontracté a les yeux fixés sur de grandes mosaïques d'écrans. Chiffres, photos et cartes défilent rapidement... Nous ne sommes ni dans une startup numérique ni dans une salle des marchés. Le Centre national d'océanographie spatiale indonésien INDESOS nous ouvre ses portes.

— 25 satellites à la manœuvre

Andy, 35 ans, y travaille depuis trois ans. Sur l'un de ses écrans, des petits pictogrammes en forme de flèches évoluent lentement : ce sont des bateaux de pêche. On est en mer de Célèbes, à quelque 1500 kilomètres de là. « Celui-là, explique-t-il en montrant l'un des signaux, c'est un bateau sous pavillon d'un pays voisin. Il est arrêté depuis deux jours à la limite des eaux territoriales. Il est peut-être en panne, mais il est possible qu'il soit là aussi en attente d'une cargaison issue d'un ou plusieurs autres bateaux... On appelle ça un transbordement. Transborder en pleine mer, c'est transférer ses prises sur un autre bateau. C'est formellement interdit parce que ça permet de blanchir ou de faire disparaître des captures vers un autre pays... Alors on garde un œil sur la zone. »

Un œil ? Plutôt une armée de jumelles surpuissantes. Car, tous les jours convergent vers Perancak des données en provenance de 25 satellites : des satellites d'observation océanographique à grande résolution, qui informent sur la température de l'eau, la concentration en plancton, les courants, et dont les



50 millions

D'INDONÉSIENS DÉPENDENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE



17 500

ÎLES COMPOSENT L'ARCHIPEL INDONÉSIEN

informations sont croisées avec celles des bouées in situ ; des satellites optiques, qui permettent de photographier les zones côtières et hauturières avec une résolution très fine ; et encore des satellites radars, outils de pointe à même d'envoyer des imageries précises, de jour comme de nuit, quelle que soit la couverture nuageuse. À ceci s'ajoutent les positionnements GPS des bateaux équipés de balises VMS (Vessel Monitoring System), les signaux radios des émetteurs AIS (Automatic Identification System), obligatoires sur les bateaux de plus de 20 mètres, et le LRIT (Long Range Identification and Tracking), géopositionnement obligatoire des navires de commerce... Une batterie de données. En théorie, le croisement de toutes ces sources permet de savoir ce qui se passe partout et presque en temps réel.

— Les ravages de la pêche illégale

Avec 7900000 kilomètres carrés, l'Indonésie possède l'une des plus vastes zones économiques exclusives du monde (ZEE, espace maritime sur lequel un État exerce des droits souverains). Au cœur du triangle de corail, un puits de biodiversité où les ressources halieutiques sont considérables. Avec 6 millions de tonnes annuelles, le pays est le deuxième producteur mondial de produits de la mer après la Chine. Cinquante millions d'Indonésiens doivent leur subsistance à la pêche et à l'aquaculture. Et le secteur génère chaque année près de 3 milliards de dollars à l'exportation. C'est dire si la bonne gestion des ressources est essentielle.

Mais comment surveiller un territoire maritime aussi vaste que l'Europe ? Un archipel de 17500 îles, situé au carrefour de deux océans, en relation avec les ZEE de six autres pays, pas tous regardants sur le contrôle de la pêche... De la mer de Célèbes à la mer d'Arafura en passant par celle des Moluques, les zones refuges, invisibles des gardes-côtes et des radars traditionnels, sont innombrables.



Le Centre national d'océanographie spatiale indonésien a pour mission de surveiller une zone économique exclusive de près de 8 millions de kilomètres carrés... L'équivalent de la surface de l'Europe.

Résultat : la pêche illégale y prospère depuis les années 1990. Un manque à gagner évalué par le gouvernement à plusieurs milliards de dollars chaque année... Et un surcroît de surpêche. Les petits pêcheurs sont les premiers à en faire les frais.

— À grands problèmes, grands moyens

Face aux pêcheurs pirates qui jouent sur les pavillons de complaisance et à l'immensité des océans, l'Indonésie a décidé au tournant des années 2010 de parier sur l'espace et les technologies de pointe. Le Kementerian Kelautan dan Perikanan ou KKP, le ministère des Affaires maritimes et des Pêches, veut alors une "révolution bleue" : un pari écologique et commercial pour faire de l'Indonésie la première puissance de pêche de la sous-région.



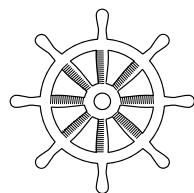
Nous disposons ici des applications informatiques et algorithmiques parmi les plus avancées au monde.

Dr. I Nyoman Radiarta,
responsable du centre INDESOS



L'Indonésie a fait le pari d'un secteur de la pêche plus respectueux de la loi.

François Henry,
ingénieur halieute à l'AFD



300

BATEAUX ILLÉGAUX
ONT ÉTÉ ARRAISONNÉS
DEPUIS LES DÉBUTS D'INDESO

C'est dans ce contexte que le projet INDESO (Infrastructure Development of Space Oceanography) est signé avec l'AFD en 2011, laquelle intervient comme bailleur unique, à hauteur de 30 millions de dollars, et fournit une assistance technique. Trois ans plus tard, c'est l'entreprise française CLS qui devient le maître d'œuvre de cet ambitieux programme. Filiale du Centre national d'études spatiales (Cnes), basée à Toulouse, CLS est le leader mondial des applications civiles de surveillance terrestre et marine.

En 2014, le centre high-tech de Bali commence à sortir de terre. Le bras armé de la révolution bleue. Les experts de CLS forment les opérateurs indonésiens au maniement des logiciels de traitement des données. Ceux de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), partenaire scientifique du programme, les forment à la modélisation des ressources halieutiques. Des dizaines de sessions sont menées tambour battant, notamment à Toulouse et à Brest. La

même année, les équipes commencent à être opérationnelles.

— Des équipements de classe mondiale

Trois ans plus tard, comme Andy, pas moins de cent scientifiques, ingénieurs et chefs de projet sont, chaque semaine, à pied d'œuvre. Le Dr I Nyoman Radiarta, responsable du centre ne cache pas sa satisfaction : « INDESO est une infrastructure de classe mondiale. C'est devenu pour nous un nouveau paradigme de gestion des ressources marines. Nous disposons ici des applications informatiques et algorithmiques parmi les plus avancées au monde. »

Il est vrai que, très vite, le projet a produit des résultats spectaculaires : les activités illégales de dizaines de bateaux, le plus souvent évoluant sous pavillon étranger, notamment thaïlandais, vietnamien, philippin, sont détectées. Arraisonnés par les gardes-côtes, les navires sont ensuite coulés à coups de dynamite devant les caméras



du monde entier. À ce jour, en trois ans, plus de 300 navires ont subi ce sort. Martelé par la ministre des Pêches, la très dynamique Susi Pudjiastuti, et accompagné de mesures de régulation adaptées, le message est désormais clair : plus de place pour la pêche illégale en Indonésie.

— On peut aller beaucoup plus loin...

« L'Indonésie a fait le pari d'un secteur de la pêche plus transparent et respectueux de la loi, explique François Henry, ingénieur halieute chargé du suivi du projet à l'AFD. Les pays voisins, Birmanie, Vietnam, Philippines, réfléchissent à des projets similaires. L'ensemble du secteur est en train d'évoluer. »

À Perancak, on peut encore aller beaucoup plus loin. Car, dès le départ, INDESO a été conçu comme un outil global de gestion des écosystèmes : il ne s'agit pas seulement de contrer la pêche illégale, mais aussi d'être à même de suivre les habitats sensibles (récifs coralliens, mangroves), de détecter les pollutions accidentelles aux hydrocarbures, de modéliser les populations de poissons ou encore d'étudier les effets du changement climatique (voir encadré ci-dessous).

« Il reste encore à faire pour installer ce travail dans la continuité et en utiliser tout le potentiel, ajoute François Henry, mais le recrutement et la formation ont été exemplaires. Les équipes indonésiennes ont acquis un savoir-faire qu'elles n'avaient pas. Formatage des données, traitement, renseignement, extraction, utilisation des outils complexes de CLS... Il existe maintenant de vraies capacités... qui resteront ! »

En fin de matinée, l'image radar commandée par Andy apparaît sur un écran. Elle a été prise durant la nuit par Radarsat-2, un satellite radar canadien évoluant en orbite à 798 kilomètres au-dessus de nos têtes. On y voit une trace blanche, un chalutier d'une trentaine de mètres. Seul. Aucun transbordement en cours... Pour l'instant. Mais les sentinelles d'INDESO veillent. ●



À cheval sur six pays, dont l'Indonésie, le triangle de corail concentre 50 % de la biodiversité marine mondiale. INDESO vient aussi appuyer un programme multilatéral de sauvegarde de cet écosystème (la Coral Triangle Initiative).

LES SCÉNARIOS DU CLIMAT

Certaines parties du littoral indonésien sont très sensibles aux effets du changement climatique. La détérioration du trait de côte, le risque de submersion, le blanchiment du corail sont connus mais ne font pas l'objet d'analyses systématiques. Le programme INDESO permettra de recenser les sites les plus fragiles et la modélisation d'élaborer des scénarios d'évolution. Le Dr I Nyoman Radiarta précise : « En surveillant les impacts, nous aurons la possibilité de mieux déterminer les politiques publiques et, si possible, de prévenir ou d'atténuer les effets des catastrophes naturelles liées à ce phénomène. »



REPORTAGE

LE SOLEIL BRILLE SUR ZAGTOULI

AU SUD-OUEST DE OUAGADOUGOU, LA TOUTE PREMIÈRE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE BURKINABÈ EST EN TRAIN DE SORTIR DE TERRE. ELLE SERA AUSSI LA PLUS GRANDE D'AFRIQUE DE L'OUEST. UN PARI ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE AMBITIEUX POUR LE PAYS DES HOMMES INTÈGRES.

Il y a à peine quelques mois, la vaste étendue de terre rouge était encore vierge et le paysage désertique. Depuis juin 2016, d'imposantes structures métalliques ont commencé à sortir de cette terre brûlée par le soleil. Nous sommes à Zagtoui, une commune située à quelques kilomètres de Ouagadougou, la capitale burkinabè.

Les milliers de rangées de métal supportant près de 130 000 panneaux solaires donnent au paysage une allure graphique, géométrique. Les hommes qui s'affairent à l'ombre de ces vastes structures semblent bien petits. Jamais ces ouvriers burkinabè n'avaient vu tant de panneaux solaires. Et pour cause. C'est la toute première centrale solaire photovoltaïque du pays qui est en train de voir le jour. Les travaux, menés par l'entreprise française Omexom (ex-Cegelec, filiale du groupe Vinci), ont été lancés en grande pompe par les autorités burkinabè le 16 juin 2016. Un projet d'envergure financé par l'AFD à hauteur de 22,5 millions d'euros, ainsi que par le Fonds européen de développement (FED) pour 25 millions d'euros.

— Un champion en Afrique

D'une durée de vie estimée à vingt-cinq ans – voire plus de trente ans si sa gestion est efficace –, la centrale de Zagtoui permettra de fournir 55 GWh d'électricité chaque année, soit 5 % de la consommation annuelle du Burkina Faso. « En septembre 2017, le premier kilowatt d'électricité solaire devrait être injecté dans le réseau », se réjouissait, en avril dernier, Hermann Sawadogo, superviseur en génie civil sur le chantier. Autour de lui, les équipes fixaient les panneaux sur les rampes métalliques sous l'œil attentif de Paul Kaba Thiéba, le Premier ministre burkinabè, de Rémy Rioux et Pierre-René Lemas, les directeurs généraux de l'AFD et de la Caisse des dépôts. Accompagnés d'une importante délégation, les trois hommes s'étaient déplacés ensemble pour constater l'avancement des travaux. « Aujourd'hui, nous

sommes venus en force pour marquer notre soutien au gouvernement en vue de faire du Burkina Faso un champion du solaire en Afrique. Et cela commence ici, à Zagtoui! » s'enthousiasmait Rémy Rioux en se mettant à l'abri du soleil sous un des panneaux siglés SolarWorld (une entreprise allemande).

Avec cette première centrale, le Burkina Faso supplante désormais largement un pays qui, jusqu'ici, était présenté comme le leader de l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest : le Sénégal. Car la centrale de Zagtoui sera quasiment trois fois plus puissante que le nouveau bijou solaire sénégalais, Senergy II, inauguré en octobre 2016 à Bokhol, au nord de Dakar.

— Tirer le solaire à 30 % de la consommation nationale

« Ce projet est très important pour l'AFD, explique Tanguy Denieul, directeur de l'agence burkinabè de l'AFD. Il est aussi la première pierre d'un défi plus grand que nous allons relever avec les autorités. » Ce défi, c'est un plan solaire pour les cinq prochaines années. Il concrétisera les ambitions énergétiques annoncées par le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, dont le financement a été bouclé en décembre 2016.

Jusqu'à présent, le Burkina Faso misait sur un mix de production énergétique essentiellement thermo-hydraulique, avec une électricité provenant à 10 % de l'hydraulique et à 90 % du thermique. Désormais, le solaire y aura aussi sa place. C'était d'ailleurs l'un des axes forts du programme du Président Roch Marc Christian Kaboré. C'est aussi et surtout l'un des engagements pris par le Burkina Faso lors de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP 21). À cette occasion, la délégation burkinabè avait précisé ses ambitions : développer le photovoltaïque pour que 30 % de la consommation électrique nationale soit tirée de l'énergie solaire à l'horizon 2025-2030.

“
**Le choix
 du solaire,
 c'est
 le choix
 de la
 productivité.**”

●
Paul Kaba Thiéba,
 Premier ministre



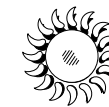
De gauche à droite :
 Paul Kaba Thiéba,
 Premier ministre,
 Rémy Rioux, directeur
 de l'AFD, et Alpha
 Oumar Dissa, ministre
 burkinabè de l'Énergie,
 en visite à Zagtoui
 en avril 2017.



— Des besoins en forte hausse

Avec la centrale de Zagtoui, le Pays des hommes intègres est en train de prendre son virage énergétique. En la matière, il y avait urgence. Chaque année, lorsque la saison chaude arrive, les Burkinabè sont plongés dans le noir parfois jusqu'à plusieurs heures par jour. En cause : un déficit de fourniture d'électricité estimé entre 50 et 100 MW.

La Société nationale d'électricité (Sonabel), qui bénéficie pour l'instant d'un monopole sur le transport et la distribution de l'électricité, produit chaque année près de 1 000 GWh d'électricité et importe 450 GWh de Côte d'Ivoire. Mais cela ne suffit pas à satisfaire une consommation qui progresse au rythme effréné de 7 % par an. Entre 2012 et 2015, les besoins en électricité ont ainsi augmenté de 26 %. « Nous ne produisons pas assez et nos coûts de production sont plus élevés que dans les autres pays de la sous-région, deux fois plus qu'en Côte d'Ivoire, par exemple. Il y a un problème



130 000
 PANNEAUX SOLAIRES

de productivité. C'est pour cela que nous avons fait le choix du solaire », explique Paul Kaba Thiéba.

Face à des coûts de production et de revient trop élevés, la Sonabel vend son électricité à la fois cher et à perte. Résultat : elle s'est endettée. Autrefois trop chers pour être rentables sur des projets d'envergure, les panneaux solaires sont aujourd'hui de plus en plus accessibles. La baisse continue de leur prix fait du solaire une réelle opportunité pour la Sonabel (voir encadré).

QUATRE FOIS MOINS CHER

Au Burkina Faso, l'énergie solaire n'a pas pour seul avantage d'être propre. Elle est aussi quatre fois moins chère que les autres. À Zagtoui, le coût de production du kWh est estimé à 35 francs CFA, soit 0,05 centime d'euro, quand le prix de revient moyen actuel de la Société nationale d'électricité (Sonabel) s'élève à 139 francs CFA (0,20 euro) par kWh. Jouer la carte du solaire est donc un choix écologique et rentable.

“
**Pendant
 les deux ans
 qui viennent,
 nous allons
 monter en
 puissance.**”

●
Hermann Sawadogo,
superviseur en génie civil

Grâce à la centrale de Zagtouli, la rentabilité de l'entreprise s'améliorera d'environ 6 milliards de FCFA. Un chiffre conséquent qui représente la moitié de ses pertes annuelles enregistrées entre 2012 et 2014. Mais, surtout, la centrale de Zagtouli va permettre aux citoyens d'accéder à une électricité plus abordable. Quant aux ingénieurs locaux, ils vont pouvoir développer de réelles compétences en matière de gestion de l'énergie solaire.

— **Deux ans pour former les cadres**
 Omexom gèrera le site pendant deux ans, avant d'en confier l'exploitation à la Sonabel. « Ces deux années vont être essentielles pour former les cadres de la Sonabel, ce qui est primordial, car ce seront ensuite les ingénieurs burkinabè qui tiendront la barre », souligne Tanguy Denieul.

Sur le chantier, les 200 ouvriers continuent à poser les panneaux. Recrutés il y a seulement quelques mois, ils ont déjà intégré les gestes essentiels. Un panneau solaire à bout de bras, Hermann



●
 Pose d'un panneau par les ouvriers burkinabè. Ils sont 200 à travailler sur la centrale.


0,05
centime d'euro
 LE COÛT DE PRODUCTION DU KWH

Sawadogo, le superviseur en génie civil, explique avec modestie: « Nous n'avons pas encore d'expertise en la matière, mais avec les deux années d'exploitation pendant lesquelles Omexom va nous former, nous allons monter en puissance. Après, nous pourrions bien gérer la centrale. » Pour lui, comme pour tous les employés du chantier, l'ouverture de la centrale, prévue en septembre 2017, ne signifiera pas forcément l'arrêt du travail. Car le coût d'investissement de Zagtouli s'est avéré deux fois inférieur aux estimations faites en 2010, et le financement a pu être bouclé sans le prêt de 23 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI), initialement prévu.

Ce prêt va donc être utilisé pour faire de Zagtouli un projet encore plus ambitieux, qui profitera bien sûr aux salariés locaux. Une extension de 30 hectares est à l'étude. De quoi fournir en plus chaque année 17 MW d'électricité solaire aux Burkinabè. Et donner au Burkina Faso un coup d'accélérateur supplémentaire dans la course des pays d'Afrique de l'Ouest pour le titre de champion de l'énergie solaire. ●



●
 Séance de stretching. Contrairement aux idées reçues, les seniors martiniquais sont encore très actifs.

LES DÉFIS DE LA SILVER ÉCONOMIE

EN MARTINIQUE, LA POPULATION VIEILLIT À UN RYTHME QUI INTERROGE ET BOUSCULE LA SOCIÉTÉ TOUT ENTIÈRE. MAIS, EN EXPLOSANT, LES BESOINS DE LOGEMENTS, D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES ADAPTÉS AUX SENIORS CRÉENT DE NOUVELLES ACTIVITÉS ET DE NOUVEAUX EMPLOIS... C'EST LA SILVER ÉCONOMIE. ET SI LE VIEILLISSEMENT ÉTAIT UNE OPPORTUNITÉ POUR L'ÎLE ?

A lors qu'elle figurait parmi les départements les plus jeunes de France, la Martinique est en passe de devenir l'un des plus vieux. D'ici 2040, 40 % des habitants de l'île auront plus de 60 ans (contre 26 % dans l'Hexagone), et les jeunes de moins de 20 ans ne représenteront plus que 22 % de la population... Ce phénomène résulte de plusieurs facteurs : l'allongement de la durée de vie, la baisse du taux de natalité, le retour de métropole des retraités du baby-boom et le départ des jeunes étudiants et actifs. Derrière ces chiffres, les défis sont de taille. Comment répondre aux besoins d'un nombre grandissant de seniors, en termes de services ou d'infrastructures ? Quels effets ce vieillissement peut-il entraîner sur les équilibres économiques ? Et quels impacts peut-on en attendre en matière de cohésion sociale ?

— Familles, entreprises : tous concernés

Les familles sont les premières à être préoccupées par le phénomène, avec en toile de fond des situations économiques parfois difficiles et des solidarités familiales qui ne s'exercent plus comme avant. Mais les acteurs économiques s'inquiètent aussi. « Le vieillissement de la population est l'affaire de toutes les entreprises », explique Manuel Baudoin, ancien président de la Chambre de commerce



Le premier impératif est d'impliquer toutes les forces vives du territoire.



Yves Rajat, directeur adjoint de l'agence AFD de Fort-de-France

et d'industrie de la Martinique (CCIM). Elles sont touchées au niveau de leurs clientèles, de leurs ressources humaines et de leurs dirigeants. »

Enfin, c'est un sujet majeur de politique publique : il faut adapter les équipements, mettre à disposition une offre de santé suffisante, encourager le développement de services spécifiques, former des personnels qualifiés. « Face à un phénomène démographique de cette ampleur, précise Yves Rajat, directeur adjoint de l'agence AFD de Fort-de-France, le premier impératif est d'impliquer toutes les forces vives du territoire : l'État, les collectivités locales, l'Insee, l'Agence régionale de santé (ARS), les établissements publics, ainsi que les entreprises et les associations... »

— Penser à demain... et agir tout de suite

Pour relever ce défi et créer des synergies, l'AFD et la CCIM réunissent régulièrement les décideurs locaux. En

septembre 2016, le Grand Rendez-Vous des décideurs a ainsi permis de réfléchir aux moyens de développer des services d'aide à domicile pour les personnes en perte d'autonomie et de soutenir les aidants (les enfants ou les proches qui gardent et prennent soin de leurs aînés, chez eux). La question des besoins grandissants de ceux que l'on appelle désormais les grands seniors (plus de 80 ans) a également pu être débattue.

Si les réponses à apporter sont diverses, et si certaines prendront du temps à être mises en œuvre, la prégnance du phénomène appelle aussi des réponses immédiates. Les besoins en infrastructures d'accueil sont notamment très importants. « Il y a bien des structures d'accueil, mais pas en nombre suffisant », précise Mireille Louemba-Leti, directrice de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) Les Madrépores. On s'est laissé dépasser par le phénomène. Mais aujourd'hui, nous sommes passés à la vitesse supérieure... Et à travers la réflexion menée à l'échelle du territoire, nous allons pouvoir tirer profit du choc que peut représenter le vieillissement de la population ! »

— Les pouvoirs publics aux manettes

Dès 2013, la CCIM et l'AFD ont identifié les acteurs de la silver économie et leurs perspectives de développement par le biais d'études spécifiques. Car la Silver économie n'est pas un marché, mais une économie transversale qui se décline dans de nombreux secteurs : alimentation, sécurité, santé, habitat, loisirs... L'entreprise de construction de logements pour seniors Serenitys ou le site web d'information Happy Silvers comptent parmi ces entreprises dynamiques qui parient sur le nouvel écosystème martiniquais. Mais dynamisme et opportunités n'excluent pas le besoin de fédération et de pilotage par les acteurs publics. Dominique Felvia, créatrice du site Happy Silvers,

le reconnaît volontiers : « Les acteurs de la silver économie ont besoin d'être accompagnés dans leur développement par le financement d'études ou encore d'actions de communication en direction des personnes âgées. » Les 50 ans et plus ont ainsi été sondés par des chercheurs sur leurs attentes en matière d'alimentation, de santé, de services d'aide, d'habitat et d'hébergement, de technologies de l'information et de la communication, de transports et de services financiers. Il est essentiel d'entendre ces besoins pour définir les biens et services de demain. À la clé, pour tous, cela signifie le développement de nouveaux marchés, comme celui des logements, mais aussi des services et des commerces de proximité, notamment en zone rurale.

— Territoire expérimental

Pour soutenir la Martinique, l'AFD adapte son offre financière à destination notamment des Ehpad. Au total, plus de 200 places d'accueil supplémentaires sont en train d'être créées au travers de la construction ou reconstruction de nouveaux établissements. « L'AFD participe pleinement à l'émergence du secteur », précise

Jacqueline Adin, directrice de l'Ehpad du François. Chez nous, le financement mis en place a permis de réaliser des jardins thérapeutiques qui constituent l'un des points forts de l'établissement. » « Aujourd'hui, ajoute Yves Rajat, de l'AFD, nous souhaitons poursuivre et renforcer notre action en intervenant sur l'ensemble de la filière afin de promouvoir un modèle économique inclusif et durable. »

Accompagner les Ehpad comme les entreprises, conjuguer les efforts pour améliorer les conditions de vie des populations, lutter contre les vulnérabilités qui pourraient résulter du phénomène... Les défis restent de taille. Mais si elle saisit l'opportunité, la Martinique pourrait devenir un modèle économique à suivre pour beaucoup d'autres territoires. ●



Nombre d'entreprises dédiées proposent déjà des activités spécifiques pour les seniors. Ici, une séance de gymnastique sur la plage.





ENTRETIEN

« Comprendre les épidémies et adapter nos moyens de lutte »

EN ASIE DU SUD-EST, CERTAINES MALADIES INFECTIEUSES COMME LA DENGUE OU LA LEPTOSPIROSE ONT FAIT – OU REFAIT – LEUR APPARITION. DANS LE CADRE D'ECOMORE*, UN PROGRAMME DE RECHERCHE FINANCÉ INTÉGRALEMENT PAR L'AFD, L'INSTITUT PASTEUR SCRUTE LES CAUSES DE CES ÉPIDÉMIES AFIN D'AMÉLIORER LA RÉPONSE DES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES. EN OBSERVANT DE TRÈS PRÈS LES EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES... ENTRETIEN AVEC **MARC JOUAN**, DIRECTEUR DES AFFAIRES INTERNATIONALES DE L'INSTITUT PASTEUR.

— Pourquoi avoir choisi l'Asie du Sud-Est pour étudier le lien entre épidémies et transformations de l'environnement ?

Les pays d'Asie du Sud-Est comme le Laos, le Cambodge ou la Birmanie vivent des changements économiques qui entraînent un certain nombre de modifications environnementales. Ces modifications ont elles-mêmes des conséquences sanitaires encore mal connues. D'un pays à l'autre, les réalités diffèrent, mais l'émergence ou la réémergence de maladies infectieuses, comme la dengue ou la leptospirose, concernent l'ensemble de la région. Notre objectif



est d'étudier en quoi les activités humaines – urbanisation, intensification de pratiques agricoles, déforestation et mise en place de la monoculture de l'hévéa – ou, plus récemment, les changements climatiques peuvent avoir des impacts sur l'émergence et la propagation de ces maladies.

— Au Cambodge et au Laos, vos études ont porté sur la dengue. Pourquoi ?

Au Cambodge, nous voulions comprendre le lien entre la survenue des épidémies de dengue, une maladie transmise par les moustiques, et la mobilité des populations le long des

réseaux routiers. Nous avons mis en place, au niveau des hôpitaux, un outil que l'on appelle Early Warning et qui permet d'identifier et de prédire la survenue d'un pic épidémique six semaines à l'avance. Grâce à lui, les autorités vont pouvoir anticiper, fournir les hôpitaux en perfusions et médicaments et, ainsi, mieux préparer l'afflux de patients, notamment dans les services pédiatriques. Si la détection est précoce, la prévention est efficace...

Au Laos, nous souhaitons également surveiller les risques de maladies transmises par les moustiques, mais, cette fois, dans les plantations d'hévéa. Nous avons pu montrer que le risque de contracter la dengue y est plus élevé que dans les villages alentour et, dans la foulée, faire des recommandations de protection individuelle.

— Au Vietnam, ce sont les élevages qui ont retenu votre attention...

C'est vrai. Nos travaux ont porté sur la santé humaine et animale dans les élevages, notamment porcins. Et nous avons pu montrer que la contamination des populations rurales par la leptospirose et l'hépatite E, des zoonoses d'origine hydrique, c'est-à-dire des infections qui se transmettent naturellement des animaux à l'homme par l'eau, y était élevée. Le risque existe pour les riziculteurs exposés aux effluents animaux, tout particulièrement en cas d'inondation. Comprendre cela nous a permis d'alerter les autorités de santé et de les aider à mieux prendre en compte ces maladies.

— Comprendre, c'est ce que souhaitait aussi la Birmanie...

Certaines infections respiratoires sévères y sont à l'origine d'une mortalité infantile importante. Les autorités de santé du pays avaient besoin d'être aidées sur l'accès au diagnostic. Nous avons donc accompagné le Laboratoire national de santé et deux des principaux hôpitaux pédiatriques de Yangon

(Rangoun). Nous leur avons apporté du matériel et nous avons formé leurs équipes aux procédures de prélèvement et au diagnostic.

— Existe-t-il un lien entre ces maladies et les changements climatiques ?

Le comprendre est en tout cas l'enjeu de la seconde phase du programme ECOMORE. Les changements climatiques génèrent en fait des variations de températures et, dans certaines zones d'Asie, davantage de pluies et d'inondations. Ces conditions sont favorables à une prolifération de moustiques, vecteurs de la dengue et du paludisme, et de bactéries telles que les *leptospira*, responsables de la leptospirose. Ces changements entraînent aussi des mouvements de populations, notamment vers les villes, ce qui crée un déséquilibre d'approvisionnement en eau, avec une qualité dégradée de celle-ci et des risques accrus de contamination, notamment par la leptospirose.

Nous sommes donc confrontés, selon les cas, à une réémergence de maladies comme la leptospirose ou à un changement des cycles épidémiologiques, comme avec la dengue. Dans ce contexte, nous devons revisiter les connaissances sur l'apparition et la propagation des épidémies, et adapter nos moyens de lutte.

Quelles suites allez-vous donner au programme ECOMORE ?

La première phase du programme a permis de démontrer que nos intuitions correspondaient à de vrais sujets de santé publique. Désormais, nous insistons sur la cohérence globale et la coopération



Les changements climatiques génèrent des conditions favorables à la prolifération des moustiques vecteurs de la dengue et du paludisme.

régionale, en prenant en compte cette problématique transversale du changement climatique. Il s'agit bien d'une recherche opérationnelle qui doit aboutir à des recommandations concrètes de santé publique visant à minimiser les risques pour les populations. Nous aimerions par la suite étendre cette initiative à d'autres zones géographiques, en particulier à l'Afrique subsaharienne et aux Caraïbes. Dans ces régions, les environnements sont également modifiés, contribuant aussi à développer les risques épidémiques : chikungunya, dengue, zika... Le chemin à accomplir est très important. ●

* ECONomic development, ECOsystem MODifications, and emerging infectious diseases Risk Evaluation.



REPORTAGE

UN PETIT KIT, DE GRANDES AMBITIONS

AU GUATEMALA, UN HABITANT SUR DIX N'A PAS ACCÈS AU RÉSEAU NATIONAL D'ÉLECTRICITÉ. DEPUIS PRÈS DE QUATRE ANS, UNE STARTUP GUATÉMALTÈQUE LEUR PROPOSE LE KIT KINGO, UNE SOLUTION INNOVANTE POUR PRODUIRE DE FAÇON AUTONOME, ET À BAS COÛT, DE L'ÉLECTRICITÉ SOLAIRE. PLUS DE 15 000 FOYERS SONT DÉJÀ ÉQUIPÉS.



Des millions de personnes sont encore privées d'électricité en Amérique centrale. Elles s'éclairent à la bougie, au kérosène ou grâce à un groupe électrogène... Si ces solutions de fortune sont légion, une innovation gagne du terrain au cœur des zones les plus reculées du Guatemala : Kingo, un boîtier intelligent qui peut être installé en une vingtaine de minutes et qui permet de fournir de l'électricité par simple raccordement à un panneau solaire. Cette production est dite autonome – *off-grid*, en anglais. « *C'est la façon la plus rapide et la moins coûteuse de développer l'accès à l'électricité pour les populations rurales qui ne sont pas connectées au réseau national* », explique Juan Fermin Rodriguez, cofondateur et directeur de Kingo Energy, société créée en 2013, dans laquelle Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé, a pris une participation en 2016.

— Pay-as-you-go!

L'argument financier fait mouche dans un pays où la moitié des 15 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté – la proportion est encore plus importante au sein des populations mayas, qui vivent dans des régions isolées. C'est d'ailleurs dans deux des



En moins de deux ans, nous avons équipé plus de 15 000 foyers au Guatemala. Pour eux, la vie a changé...



Juan Fermin Rodriguez,
cofondateur et directeur de Kingo Energy

départements les plus pauvres du pays, l'Alta Verapaz et le Péten, que Kingo a commencé à se déployer ; là où le taux de couverture du réseau électrique était le plus faible. « *En moins de deux ans, nous avons équipé plus de 15 000 foyers*, précise Juan Fermin Rodriguez. *Cela a permis aux familles d'améliorer leurs conditions de vie, la sécurité de leur foyer et aussi de réduire le temps des activités domestiques et de favoriser les études des enfants.* » Kingo est aujourd'hui la seule solution alternative au réseau d'électricité conventionnel proposée au Guatemala.

Le principe de cette offre ? Un capteur solaire est installé sur le toit de la maison moyennant la signature d'un contrat sans engagement de durée et le paiement d'unités de temps par carte prépayée, un peu à la manière des recharges de téléphone portable. Une fois les codes de la carte entrés par le client, l'accès à l'électricité est débloqué. Ce système *pay-as-you-go* (payez au fur et à mesure) n'implique pour le client ni l'achat du matériel ni le paiement de l'installation du dispositif. Il cumule les avantages : moins cher, plus lumineux, moins dangereux et moins polluant que les lampes à kérosène ou les bougies. Kingo ne nécessite par ailleurs aucune adaptation culturelle de la part des utilisateurs : c'est dans les petites épiceries, ou directement auprès des représentants de la société que l'on peut acheter les cartes de recharge. À l'avenir, le paiement du forfait pourra se faire par téléphone portable... Kingo prévoit d'équiper 2 millions de foyers à l'échelle régionale d'ici à 2020.

— Profit et service public

Les clients ont pour l'heure le choix entre deux offres : le kit Kingo 15, qui permet d'alimenter trois ampoules



Sur simple appel, les équipes de Kingo viennent installer le kit et le panneau solaire en moins de 24 heures. L'intervention est gratuite : les clients paient seulement l'électricité qu'ils utilisent.





(cinq heures d'éclairage par jour) et de recharger un téléphone portable pour un tarif quotidien de 6 quetzals (70 centimes d'euros) ou de 110 quetzals par mois (13 euros); ou Kingo 100, qui délivre assez de puissance pour éclairer la pièce principale de la maison pendant cinq heures, recharger trois téléphones portables et alimenter deux équipements électriques.

Elena s'est installée il y a deux ans dans le village de Caserio El Limon, dans la province du Péten. L'arrivée de Kingo a changé sa vie. « Avant, il fallait se lever plus tôt, entre 4 et 5 h du matin et s'éclairer à la bougie pour préparer les repas

66

Tout le monde veut la lumière!

•

Elena, habitante du Péten

de la journée. À présent, il est possible de s'organiser différemment, de se lever plus tard, de passer plus de temps avec la famille et, surtout, cela permet aux enfants d'étudier une heure par jour. Nous sommes aujourd'hui 15 familles à utiliser l'électricité. Tout le monde veut la lumière! » Elena peut désormais éclairer sa maison plus de cinq heures par jour, recharger son portable, organiser

les devoirs des enfants et sécuriser la maison, tout en payant 25 % moins cher.

— « **Notre approche est la bonne** »

L'expansion de Kingo a été rendue possible grâce à une levée de fonds auprès de plusieurs investisseurs, dont FMO, la société financière de développement néerlandaise, et Proparco, mais aussi grâce à la baisse de 80 % du coût des installations solaires depuis 2008. Pour Juan Fermin Rodriguez, il est toutefois indispensable que Kingo remplisse ses engagements tout en étant rentable. « Je crois fermement que notre approche est la bonne et que nous pourrions à la fois être profitables et servir le bien public. Ce qui compte pour nous, c'est que nos équipements soient de plus en plus performants et permettent d'offrir davantage de services à nos utilisateurs. »

Le marché de la jeune entreprise ne s'arrête pas aux frontières du Péten. Grâce à une ambitieuse levée de fonds, l'entreprise espère lancer des opérations au Honduras, au Mexique et en Colombie.

Ces progrès technologiques permettront-ils de couvrir l'ensemble de la région en énergie propre? Pas si simple... À l'échelle mondiale, dix ans après l'émergence des premières solutions *off-grid*, aucun modèle économique n'est parvenu à dominer le marché, lequel suit pourtant des trajectoires équivalentes au marché de la téléphonie portable, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Ces perspectives permettent néanmoins à Kingo d'envisager un retour sur investissement. « Nos connaissances et notre adaptabilité nous permettent d'investir de façon rentable en réduisant les écarts de pauvreté, souligne le directeur de Kingo. Toutefois, il est essentiel d'être accompagnés par des partenaires financiers tels que Proparco, qui acceptent de prendre des risques que les banques locales ne prennent pas. »

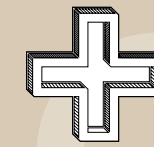
Petit et écolo

Cette petite boîte permet aux habitants des zones isolées du Guatemala d'accéder à l'électricité. Pour quelques euros par mois, payés au forfait, ils peuvent éclairer leur maison le soir, tenir les animaux à distance et permettre à leurs enfants de faire leurs devoirs.



4 ans

C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES D'EXISTENCE DU PROJET KINGO, DEPUIS SA NAISSANCE EN 2013 À L'INITIATIVE DE JUAN FERMIN RODRIGUEZ ET JUAN JOSÉ ESTRADA



100%
guatémaltèque

LA SOLUTION KINGO EST NÉE À GUATEMALA CITY. BIEN SÛR, ELLE S'INSPIRE DE SOLUTIONS EXISTANT DÉJÀ EN AFRIQUE, MAIS C'EST BIEN UNE OFFRE LOCALE, DÉFENDUE PAR DEUX JEUNES ENTREPRENEURS GUATÉMALTÈQUES



20 minutes

C'EST LE TEMPS QU'IL FAUT POUR INSTALLER UN KIT KINGO. PAS BESOIN DE CÂBLES HAUTE TENSION, TOUT TIENT DANS UN PETIT BOÎTIER. CELUI-CI EST SIMPLEMENT RELIÉ À UN PANNEAU SOLAIRE INSTALLÉ SUR LA TOITURE

70 centimes/jour



C'EST LE PRIX DU PREMIER FORFAIT PROPOSÉ. IL PERMET D'ALIMENTER 3 AMPOULES, D'ÉCLAIRER SA MAISON 5 HEURES PAR JOUR ET DE RECHARGER SON PORTABLE. EN MOYENNE, LES UTILISATEURS PAIENT 15 DOLLARS PAR MOIS



100 USD

POUR PRODUIRE ET INSTALLER UN KIT KINGO. LE CLIENT NE PAYE NI L'ACHAT DU MATÉRIEL NI SON INSTALLATION



PARTIE 3

L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

À L'AFD, NOUS EN SOMMES CONVAINCUS : L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT PEUT ÊTRE LE SOCLE D'UNE SOCIÉTÉ PLUS SÛRE, PLUS JUSTE ET PLUS DURABLE. AUJOURD'HUI, CETTE CONVICTION A BESOIN D'ÊTRE MIEUX PARTAGÉE... AUPRÈS DES FRANÇAIS D'ABORD, QUI PERÇOIVENT PARFOIS MAL LA FINALITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, MAIS AUSSI AUPRÈS DES DÉCIDEURS. GRÂCE À SES ÉQUIPES, L'AFD SENSIBILISE LE GRAND PUBLIC, DIALOGUE AVEC LES CHERCHEURS ET CONSEILLE LES RESPONSABLES POLITIQUES. PARCE QUE PARTAGER, DÉFRICHER ET COMPRENDRE, C'EST AGIR DE FAÇON PLUS EFFICACE.

LE MOOC DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'AFD VIENT DE CRÉER SON PREMIER COURS EN LIGNE GRATUIT SUR LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIVES. CET OUTIL INNOVANT, DESTINÉ NOTAMMENT AUX ACTEURS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET ÉMERGENTS, A ÉTÉ CONÇU EN PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (ENS) ET LE CABINET DE CONSEIL CARBONE 4.

On peut se réjouir que la transition énergétique fasse l'objet d'une très grande littérature. Mais pour les non-experts qui s'intéressent au sujet et cherchent des réponses, des éclairages concrets ou simplement un niveau de connaissances minimal, les supports pédagogiques manquent. L'AFD fait le choix d'une prise de parole à la portée du plus grand nombre, et notamment des étudiants, des acteurs de la société civile et de ceux du monde de l'entreprise des pays émergents et en développement à travers un MOOC. Mais un MOOC (Massive Open Online Course), au fait, qu'est-ce que c'est ? C'est un cours en accès libre sur Internet, accessible à tous. Seules les

Sensibiliser et mobiliser bien plus de personnes et bien plus vite.

écoles et universités ont droit de diffuser des MOOCs. Elles le font à travers quelques plateformes, dont celle de Coursera, choisie par les établissements les plus prestigieux du monde : de Stanford à Centrale Paris, en passant par la Boconni et l'université de Princeton. C'est d'ailleurs grâce à un partenariat avec l'École nationale supérieure (ENS) que le MOOC de l'AFD pourra être diffusé sur Coursera. Une belle rampe de lancement pour un support qui aura demandé près de deux années de travail.

— **Sur une idée de Gaël Giraud, chef économiste de l'AFD**
« C'est Gaël Giraud qui, le premier, a défendu le projet d'un MOOC sur la transition énergétique. C'était en 2015, les ODD venaient d'être adoptés et on préparait la COP21 », raconte

Virginie Delisée-Pizzo, responsable de la division formation du Cefeb, le département de l'AFD dédié au renforcement des compétences des pays du Sud. « D'un côté, on avait beaucoup de choses à dire sur le sujet, de l'autre, on sentait un immense besoin de comprendre chez nos partenaires. Pour faire le pont entre les deux, nous n'avions pas de support permettant une large audience... Le format MOOC s'est imposé. »

— **Un outil didactique et créatif**
Pour le chef économiste de l'AFD, l'enjeu climatique et écologique justifiait la création d'un outil universel, didactique et, pour autant, créatif : « L'énergie est consubstantielle à la croissance, mais compte tenu des dérèglements climatiques, cette énergie ne peut plus être fossile, d'où les défis considérables pour permettre la transition vers les énergies renouvelables sans obérer le développement des pays du Sud. »

Il s'est alors tourné vers Marc Mézard, directeur de l'ENS, et vers Alain Grandjean, directeur de Carbone 4, lesquels ont accepté de participer à l'aventure. Nous étions début 2016.

— **Des dizaines d'experts devant la caméra**

Cette "montée à l'échelle", comme on dit à l'AFD, vise à toucher tous ceux qui peuvent, de près ou de plus loin, changer le modèle de développement actuel et intégrer la transition énergétique. Le MOOC est donc destiné aux décideurs des entreprises publiques et privées, aux acteurs économiques et de la société civile (associations, ONG...) et aux étudiants, en particulier ceux des écoles de commerce africaines. Sa diffusion aura lieu à la rentrée 2017. Elle sera séquentielle en six semaines de cours, un format académique classique pour les MOOCs. Chaque semaine traitera d'une thématique principale. Ceux que l'on appelle les "apprenants" auront alors accès à plusieurs vidéos,

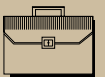


Les éclairages d'Alain Grandjean, directeur de Carbone 4, Marc Mézard, directeur de l'ENS, et Gaël Giraud (à l'écran), chef économiste de l'AFD forment l'architecture du MOOC.

cinq à huit par semaine, ainsi qu'à des exercices pédagogiques sous forme de quiz et de questions-réponses. « Un MOOC a un début et une fin, précise Virginie Delisée-Pizzo. Ceux qui ne se sont pas inscrits pourront consulter les vidéos a posteriori, mais ils n'auront plus accès aux exercices ni aux espaces de discussion et de suivi (forums, tchats...) qui seront fermés. »

« Ce MOOC, c'est un message fort de l'AFD, conclut la responsable du Cefeb. C'est une façon d'affirmer que nous sommes pleinement alignés sur les ODD et que nous accompagnons la transition énergétique des pays du Sud et des pays émergents. Le choix du MOOC est aussi un choix de forme, une illustration que l'AFD se transforme et mène sa propre transition numérique. »

10 000



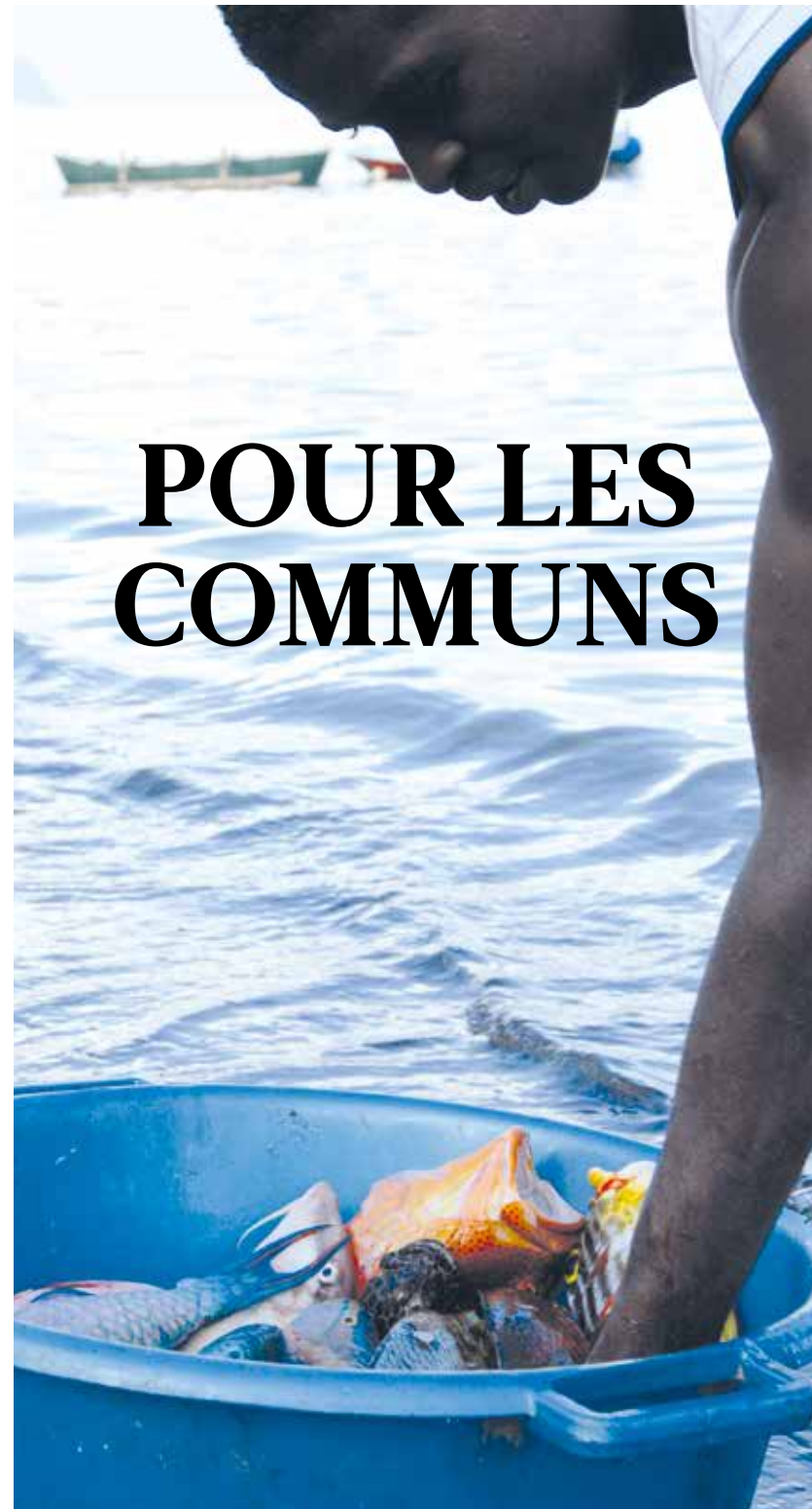
C'EST LE NOMBRE DE PERSONNES

QUE POURRA TOUCHER ET FORMER LE MOOC



6

SEMAINES DE COURS



POUR LES COMMUNS

LE CONCEPT DE “COMMUNS”
INTERROGE ET RENOUVELLE
LES PRATIQUES DES ACTEURS
DU DÉVELOPPEMENT...
IL INVITE À SORTIR
DES RELATIONS NORD-SUD
ET À PENSER EN DEHORS
DES CADRES HABITUELS.

À l'occasion de l'attribution du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom en 2009, les “communs” font irruption dans le champ médiatique. Les travaux de la chercheuse américaine démontrent les vertus d'une gestion collective de certaines ressources naturelles, comme les forêts, les pêcheries ou encore les eaux souterraines. Ils mettent en lumière le rôle positif des communautés locales qui définissent et mettent en place des normes et des institutions ad hoc pour éviter d'épuiser ces ressources. Près de dix ans plus tard, les communs ont gagné le monde politique et militant, et s'invitent dans les grands débats internationaux.

— Le souhait d'une société nouvelle

Aujourd'hui, les communs se définissent généralement à partir de trois éléments clés : ressource, communauté, règles. Un commun, c'est une ressource que se partage une communauté grâce à un ensemble de règles de préservation ou de promotion, c'est-à-dire de droits et d'obligations. Face au constat de l'efficacité limitée de la gouvernance publique

et à celui de l'inefficacité des marchés dans certaines situations, les communs offrent une autre forme de gouvernance : collective et non exclusive. Ils invitent à repenser l'espace social et les institutions qui leur sont associés : aucun bien n'est naturellement un commun, ni un bien public ou privé... En décider relève d'un choix politique collectif.

Il ne s'agit pas de faire du neuf avec du vieux. Loin d'une vision archaïque de l'organisation des sociétés, les communs traduisent des réalités extrêmement diverses et des formes de gouvernance innovantes. Ils ne se résument pas à des ressources foncières localisées. En témoignent les logiciels libres, communs immatériels, ou le climat, la biodiversité, la santé, l'éducation, biens communs à portée globale qui attendent encore leurs communautés et leurs règles. Les communs traduisent aussi le souhait d'une société nouvelle, animée par une éthique personnelle et un engagement social... Ils se réfèrent souvent à l'intérêt général, à l'utilité sociale ou sociétale, et placent la question du sens et de la pertinence avant celle de l'efficacité.

— Suivre le mouvement ou l'accélérer ?

La question du positionnement d'un acteur majeur du développement comme l'AFD vis-à-vis de ces communs est fondamentale. Faut-il se limiter à identifier et reconnaître les communs existants sans intervenir ? Faut-il les institutionnaliser, renforcer leurs règles, les transformer ? Une banque de développement est-elle légitime pour créer et promouvoir de nouveaux communs, notamment à travers des associations ou des coopératives d'usagers, ou en soutenant les politiques publiques en la matière ? En pratique, l'AFD accompagne depuis longtemps l'émergence et la structuration de nouveaux communs à travers ses financements. Par exemple, pour optimiser la gestion des ressources en eau souterraine en Méditerranée, elle a soutenu des dispositifs de concertation

Des opportunités pour dépasser les fragilités des modèles de développement du xx^e siècle.

entre usagers, lesquels se sont révélés plus efficaces pour préserver l'eau que les outils réglementaires classiques (quotas, taxes) imposés par l'État. Au Sénégal et en Colombie, elle a aidé à mettre à disposition de l'État les données numériques (datas) des entreprises privées afin d'améliorer l'analyse statistique nationale. Au niveau international enfin, elle a participé à l'initiative Drugs for Neglected Diseases (DNDI). Ce regroupement de chercheurs, ONG, pouvoirs publics et laboratoires propose de mettre en commun ses savoir-faire pour répondre au besoin de traitement des pathologies qui touchent des populations non solvables et auquel ni l'État ni le marché n'apportent de réponse satisfaisante.

— Penser hors des sphères de l'État et du marché

Mais il faut rester pragmatique. En proposant une vision ambitieuse où les communs viennent irriguer l'ensemble de sa réflexion stratégique, l'AFD ne prétend pas à un appui inconditionnel ou exclusif aux communs. Ces derniers ne constituent pas une panacée et ne sont pas exempts de risques : un commun peut ainsi disparaître à la génération suivant celle qui l'a mis en place ; un cadre réglementaire défavorable ou un choc externe peuvent également entraîner sa chute.

Dans le contexte actuel, l'approche par les communs offre toutefois de nombreuses opportunités qui permettent de dépasser certaines fragilités des modèles de développement du xx^e siècle. Elle amène notamment à mieux appréhender les spécificités des contextes et des dynamiques sociales locales, mais aussi à intégrer la manière dont certaines décisions sont prises par les acteurs en dehors des sphères de l'État et du marché, ou encore à privilégier les processus d'apprentissage à travers la pratique et l'expérience. Les communs constituent ainsi un cadrage théorique puissant et capable de renouveler les politiques publiques et de développement. ●



ENTRETIEN

« Chercher un équilibre sur le long terme »

DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES ET ENDETTEMENT PRIVÉ SONT DES FACTEURS DE RISQUE MAJEURS POUR LES DÉCENNIES QUI VIENNENT. **GAËL GIRAUD**, ÉCONOMISTE EN CHEF DE L'AFD, LES A INTÉGRÉS DANS UN MODÈLE MACROÉCONOMIQUE INNOVANT BAPTISÉ « GEMMES* ». L'ENJEU : IDENTIFIER LES MEILLEURES PISTES POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES. À COMMENCER PAR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.



— Qu'est-ce qui vous a amené à travailler sur un nouveau modèle ?

Comme tout phénomène complexe, l'économie peut se révéler intrinsèquement instable. Toutes les sciences dites de la nature tentent de décrire cela depuis longtemps. Seule la science économique continue d'appréhender le réel comme s'il était depuis toujours dans un état d'équilibre stable. Difficile, après la crise financière de 2008 et devant le chômage de masse actuel, couplé à des taux d'intérêt négatifs, de prétendre que nous sommes à l'équilibre !

Comment parvient-on à un équilibre de long terme, s'il existe ? Faut-il préférer certaines orientations ? Notre modèle macroéconomique Gemmes tente de

90 000 milliards de dollars



**DOIVENT ÊTRE INVESTIS
DANS LES INFRASTRUCTURES
VERTES AU COURS DES
QUINZE PROCHAINES ANNÉES**

fournir un outil pour répondre à ces questions vitales. Imaginons que l'économie soit une bille lancée dans un paysage de monts et de vallées qui figurent les différentes forces en présence : le capital, la dette, le chômage... La forme de certains de ces vallons peut amener notre bille - l'économie-monde - vers un équilibre de long terme qui présente une combinaison de conditions favorables : niveau d'endettement privé soutenable, peu de chômage, partage de valeur ajoutée favorable aux salariés. Située dans le "bon" bassin versant, l'économie tendra vers un état stationnaire de long terme prospère. Inversement, si elle s'en écarte, elle peut aller à la catastrophe. Il est temps de passer à une vision dynamique de long terme de l'économie.

— Quels sont les paramètres prioritaires ?

Le niveau d'endettement privé et la contrainte climatique sont fondamentaux. Aux États-Unis, la dette privée a culminé à 170 % du PIB en 2008, mais n'est redescendue qu'à 155 % aujourd'hui, contre une dette publique autour de 100 %. Or c'est l'excès d'endettement privé qui freine les investissements d'avenir, en particulier ceux dont nous avons besoin pour faire face au changement climatique. À l'échelle planétaire, 90 000 milliards de dollars doivent être investis dans les infrastructures vertes au cours des quinze prochaines années. La priorité doit être au désendettement privé. En attendant, l'État doit financer les investissements nécessaires, car le climat, lui, ne patiente pas.

— Comment prenez-vous en compte les dérèglements climatiques ?

Tant que nos économies n'auront pas bifurqué résolument vers un monde bas carbone, plus on produira des biens et des services, plus on augmentera le stock de gaz à effet de serre (GES) accumulé dans l'atmosphère. La hausse de la température et la multiplication des aléas climatiques vont continuer de détruire le capital et le PIB des nations : baisse de fertilité de certains sols, érosion de la biodiversité, destruction des littoraux par la montée des eaux... À ce stade, notre modèle intègre la contrainte climatique, et nous travaillons sur d'autres facteurs : épuisement du pétrole, des sols, des minerais... En Afrique de l'Ouest, 4 % de la forêt primaire disparaît tous les ans. Les "bons" bassins versants seront d'autant plus difficiles à cibler que la contrainte écologique s'aggravera. Pour le moment, nous sommes plutôt sur le chemin d'effondrements de grande ampleur dès la seconde moitié de ce siècle.

— Gemmes permet-il d'anticiper les risques ?

Absolument. Ce modèle permet de nourrir notre dialogue de politique

publique avec nos partenaires du Sud. Prenez l'Accord de Paris sur le climat... De nombreux États ont remis aux Nations unies des engagements à réduire leurs émissions de GES d'ici 2030 sans vraiment savoir comment ils vont mettre ceux-ci en œuvre. Gemmes permet d'identifier les politiques publiques à engager pour favoriser la transition énergétique, le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables, les infrastructures vertes.

— Précisément, que faut-il faire pour retrouver la prospérité ?

Il faut détecter, pays par pays, les combinaisons de facteurs susceptibles de mener notre fameuse bille - l'économie - dans la zone d'attraction d'un "bon" équilibre de long terme. Nous avons découvert, par exemple, que plus la part des salaires dans le PIB est élevée, plus un pays est résilient au réchauffement. Au Brésil, pour lequel Gemmes a été développé, nous montrons que le pays serait bien inspiré de recourir à l'endettement public ou à la création monétaire par sa Banque centrale pour financer sa transition écologique. Gemmes montre aussi comment subventionner les énergies renouvelables, faciliter les prêts bancaires sur les infrastructures vertes, etc. Précisons que Gemmes est en cours de développement pour la Côte d'Ivoire, le Vietnam et la Tunisie.

— Comment votre modèle traite-t-il la question des inégalités ?

Avec Matheus Grasselli, nous avons montré que tous les chemins qui conduisent à des situations catastrophiques à long terme sont ceux le long desquels les inégalités augmentent fortement. L'explosion actuelle des inégalités de revenus et de patrimoine, mais aussi, c'est lié, d'accès aux soins, à l'éducation...

est le symptôme d'une économie monde engagée sur des trajectoires potentiellement catastrophiques. Le mécanisme à l'œuvre, c'est la dette des pauvres, dont le service des intérêts enrichit les plus favorisés. Que ces inégalités s'auto-entretiennent et nuisent à l'efficacité de l'économie est une découverte décisive : il n'y a plus de divorce entre la justice et l'efficacité. Réduire les inégalités favorise la prospérité de tous à long terme, riches compris.



Le climat, lui, ne patiente pas.

— Quelles sont les conséquences des dérèglements écologiques pour les plus fragiles ?

Les plus exposés sont ceux qui vivent dans les pays du Sud, tropicaux en particulier, en milieu rural et dans les bidonvilles - bref, les plus pauvres. Dans les pays en développement (hors grands émergents comme la Chine et l'Inde), l'enjeu n'est pas la réduction des émissions de GES : elles y sont faibles. Le défi numéro 1, c'est l'adaptation aux dérèglements climatiques, la résilience des populations et des institutions. ●

* General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift.



Un couple d'agriculteurs kényans utilisant FarmDrive, une application qui permet aux petits exploitants d'accéder plus facilement à des financements.

DIGITAL AFRICA

DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE, DE LA FINANCE OU DE L'AGRICULTURE, LES INNOVATIONS DÉVELOPPÉES PAR LES STARTUPS DU NUMÉRIQUE ONT UN IMPACT SUR LA VIE QUOTIDIENNE. L'AFD A FAIT LE CHOIX D'ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE CINQ D'ENTRE ELLES, SÉLECTIONNÉES À L'ISSUE DU CHALLENGE DIGITAL AFRICA. UNE PREMIÈRE ÉDITION ÉPATANTE DE DYNAMISME ET CRÉATIVITÉ.



En Afrique, plus de 300 millions d'habitants ont déjà accès à Internet sur leur téléphone. Puissant facteur d'inclusion sociale, les nouvelles technologies créent de nouveaux services qui stimulent les économies locales et font parfois sauter des étapes aux trajectoires classiques de développement. Au Kenya, l'application M-Pesa a, par exemple, donné naissance à un service de *mobile banking* qui a répondu, comme aucune institution financière n'y était parvenue, au problème de la faible bancarisation. Et les solutions inédites se multiplient pour répondre aux problématiques africaines. C'est le cas notamment du service mPedigree qui permet de détecter les faux médicaments en quelques secondes avec son téléphone portable. Le virage entamé doit toutefois être approfondi et soutenu. Le niveau des investissements publics dans les télécoms en Afrique ne représente en effet que 3 dollars par habitant et par an, contre 34 dollars dans un pays émergent comme le Brésil.

— Challenger les startups

L'accès à Internet et au téléphone mobile reste une question essentielle. Pour continuer à le démocratiser, l'AFD finance des infrastructures de télécommunications et soutient les politiques d'extension du réseau. Mais il faut aller plus loin. « Notre rôle de bailleur est d'accompagner l'innovation et les changements de modèles économiques, explique Rima Le Coguic, responsable de l'équipe

numérique à la direction des opérations de l'AFD. C'est un double défi : il s'agit de poursuivre l'équipement du territoire, mais aussi de soutenir les entrepreneurs et leurs écosystèmes. » Pour mieux accompagner cette transition, l'AFD et Bpifrance ont lancé, en 2016, la première édition du challenge Digital Africa. L'objectif : identifier et soutenir les solutions les plus prometteuses en matière de développement proposées par les startups françaises et africaines. « Pour soutenir le numérique, précise Karim Sy, entrepreneur sénégalais et parrain du challenge, il ne suffit pas d'annoncer un grand plan d'investissement. La clé, c'est d'accompagner des projets, des personnes, au plus près

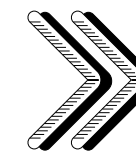


Accompagner des projets, des personnes, au plus près de leurs réalités, de leurs besoins et de leurs préoccupations.



Karim Sy,
entrepreneur sénégalais

200



INCUBATEURS ET ACCÉLÉRATEURS DE STARTUPS SONT ACTIFS SUR LE CONTINENT AFRICAIN

de leurs réalités, de leurs besoins et de leurs préoccupations. »

Digital Africa répond aux besoins d'un secteur surtout composé d'autoentrepreneurs et de startups de petite taille. Malgré leur dynamisme et leur potentiel, ceux-ci continuent à faire face à de vraies difficultés : ils manquent de conseils, les infrastructures sont chères ou de mauvaise qualité, et ils ont du mal à accéder au financement, en particulier dans les premières phases de leur développement.

— 500 candidatures éclectiques et motivées !

Dans le cadre de Digital Africa, plusieurs secteurs ont été retenus pour leur dynamisme et leurs impacts potentiels : - la FinTech, qui utilise les technologies de l'information et de la communication pour fournir des services financiers de façon plus efficace et moins coûteuse,

5 SOLUTIONS POUR L'AFRIQUE

L'AFD accompagne le développement de cinq des gagnants africains du challenge Digital Africa. Pendant un an, ils bénéficieront d'un programme d'appui adapté à leurs besoins.

et qui peut répondre au problème de sous-bancarisation du continent ;
- l'agriculture, dont la productivité pourrait être grandement améliorée grâce aux systèmes GPS ou de météo par satellite ;
- la santé, les transports et l'énergie.
Près de 500 dossiers de candidature ont été reçus, en provenance notamment du Cameroun, du Kenya, du Sénégal, du Nigeria et du Ghana. Leur nombre et leur qualité illustrent le dynamisme du secteur. Le jury, composé d'une quinzaine de professionnels et d'experts de l'innovation numérique, a sélectionné dix d'entre elles. Sur quels critères ? La pertinence des solutions offertes, leur faisabilité, leur durabilité et leurs impacts potentiels en termes de développement. Cinq startups africaines bénéficient désormais d'un accompagnement sur mesure de l'AFD, valorisé à hauteur de 30 000 euros. Les cinq autres, françaises, sont quant à elles accompagnées par Bpifrance. Un coup de pouce précieux pour passer à la vitesse supérieure.

Des solutions concrètes

« Digital Africa est une réussite, constate Rima Le Coguic. Les projets qui ont émergé en témoignent : ils sont novateurs, ils participent au développement de l'Afrique et ils répondent aux objectifs de développement durable. »

Parmi les lauréats figure FarmDrive qui propose un modèle d'analyse du risque de l'activité des petits agriculteurs afin de leur ouvrir les portes des institutions financières et leur permettre d'accéder au crédit. Ou encore GiftedMom, une application qui envoie aux femmes enceintes des notifications, sms et messages vocaux, avec pour objectif de réduire la mortalité infantile dans les zones reculées. Quel que soit le domaine, chacune de ces innovations est une preuve de plus de ce que la révolution numérique peut être mise au service du développement. ●



Un petit commerçant sénégalais avec sa nouvelle tablette de comptabilité Weebi.

WEEBI Sénégal

Véritable ardoise digitale destinée aux commerçants, Weebi simplifie la gestion des comptes clients et limite les litiges grâce à l'impression de tickets de caisse. L'idée est venue à Cheikh Sene, directeur commercial de la startup, lorsqu'un commerçant de son quartier a perdu sa comptabilité et s'est retrouvé, de ce fait, au bord de la faillite. « Garantir la sauvegarde des comptes clients tout en conservant la souplesse et la fluidité du papier, c'est tout l'enjeu de Weebi », explique Cheikh Sene.

OTRAC Nigeria

Prix du public, l'application Otrac a pour ambition de répondre au manque de formation continue des professionnels de santé, un problème qui aboutit à « un fossé entre les pratiques des médecins nigériens et les bonnes pratiques mondiales », selon Farida Mohammad Kabir, sa créatrice. Grâce à cette application, les praticiens ont accès à des modules de formation qu'ils peuvent suivre et valider à distance, ainsi qu'à des publications scientifiques ou à des campagnes de sensibilisation.



Un cultivateur kényan ayant bénéficié d'un prêt grâce à la solution FarmDrive.

FARMDRIVE

Kenya

FarmDrive analyse les risques des petites exploitations agricoles pour leur faciliter l'accès aux institutions financières. « Nous avons grandi dans des villages et avons constaté les obstacles que rencontraient nos familles pour obtenir des crédits, explique Mary Joseph, directrice des relations extérieures de l'entreprise. FarmDrive a été créée pour résoudre ce problème, non seulement pour nos proches, mais aussi pour les 50 millions de petits fermiers en Afrique. »

MO'GO

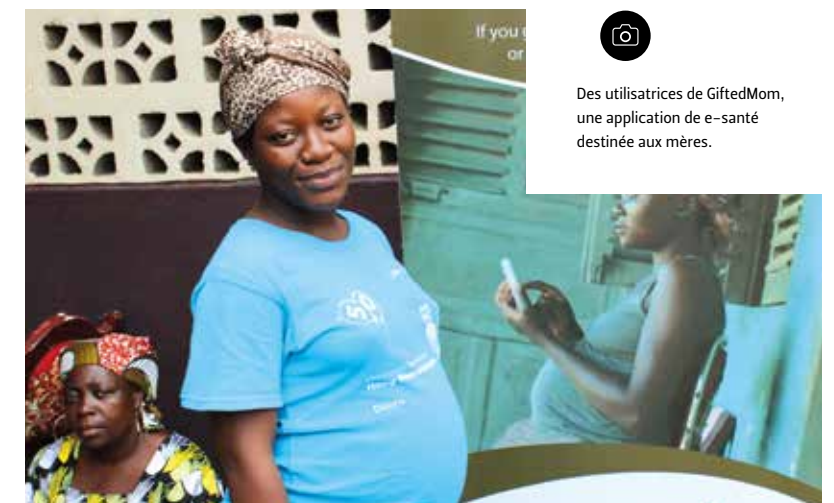
Ghana

Mo'Go est une application de covoiturage en service à Accra, au Ghana. « Les embouteillages énormes, explique Ray Nkum, créateur de l'application, la pollution et les coûts élevés des transports touchent des millions de travailleurs urbains. » Mo'Go permet à ses usagers de faire des économies, et à la ville de réduire ses encombrements et la pollution. Une solution qui ne demande qu'à être étendue aux autres villes d'Afrique confrontées aux mêmes problèmes.

GIFTEDMOM

Cameroun, Nigeria, Haïti

La mortalité maternelle et infantile est l'un des grands défis des pays en développement. Pour Agbor Ashumanyi Ako, responsable de l'application, « cela tient à un manque d'accès aux informations élémentaires ». GiftedMom fournit par SMS aux jeunes mères ou femmes enceintes des rappels sur leurs visites de santé, vaccins, ou des informations générales sur leur santé et celle de leur enfant.



Des utilisatrices de GiftedMom, une application de e-santé destinée aux mères.



Une activité de groupe au MuCEM de Marseille durant l'université d'hiver de l'Institut de l'engagement.

LE GOÛT DES AUTRES

PROMOUVOIR LA SOLIDARITÉ ET L'ENGAGEMENT AUPRÈS DES FRANÇAIS EST L'UNE DES NOUVELLES MISSIONS DE L'AFD. CELA PASSE NOTAMMENT PAR DES ACTIONS AUPRÈS DES JEUNES, FUTURS ACTEURS ET SOUTIENS DE LA POLITIQUE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE.

Chaque année, une enquête réalisée par l'Ifop pour l'AFD permet de mesurer la façon dont les Français perçoivent l'aide au développement de la France. La dernière, parue en octobre 2016, dépeint une population concernée et soutenant très majoritairement la politique française en la matière. Mais cette adhésion diminue : elle était de 70 % en 2016, contre 73 % en 1995 et 82 % en 1983... Et si, en 2012, 44 % des Français souhaitaient une augmentation de son budget, ils n'étaient plus que 15 % en 2016. Les causes de ce désamour sont complexes, mais ce sondage met néanmoins en évidence une lame de fond : la très grande majorité des sondés (82 %) s'estiment mal informés sur les enjeux du développement. Ils sont également très peu nombreux à savoir ce que sont les objectifs de développement durable (ODD). « *La complexité des questions de développement a contribué à tenir à distance le grand public : on a du mal à comprendre les enjeux, l'intérêt, la réalité*, explique Caroline Castaing, en charge de la sensibilisation à l'AFD. *On a peut-être oublié à quel point l'éducation et la pédagogie sont importantes !* »

Les générations les plus jeunes ont en effet un rôle. Les futurs soutiens de la politique de développement international de la France, ce sont elles. « *Les jeunes sont nombreux à aspirer à une transformation profonde de la société*, ajoute Caroline Castaing. *Ils représentent un potentiel immense ; la possibilité de renouveler et de réenchanter les valeurs de solidarité, ici et là-bas, d'en refaire le socle d'une société juste et ouverte, bien décidée à jouer son rôle dans la construction d'un monde en commun.* »

— **Aider les 16-29 ans à se lancer**
Produite par l'AFD, l'exposition-spectacle "Nés quelque part - Et si tu étais moi?", qui propose de se mettre dans la peau d'une personne à l'autre bout du monde afin de comprendre les enjeux de

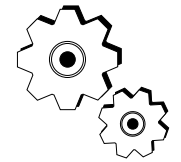
la planète, continue sa route. Lancée à Paris lors de la COP 21, elle est passée par Lyon, Roubaix, Bordeaux... et a déjà attiré plus de 30 000 participants, dont une majorité de jeunes et de scolaires. Le partenariat conclu en 2016 avec l'Institut de l'engagement s'inscrit également dans ce cadre. Créé en 2012, l'institut a pour mission d'accompagner les 16-29 ans après un service civique ou un volontariat de solidarité internationale. « *Les jeunes ressentent en effet fréquemment un manque de suivi ou d'accompagnement*, explique Marc Germanangue, son directeur adjoint et pédagogue. *Or, les volontaires que nous suivons font preuve d'un sens des responsabilités, d'une capacité d'initiative, d'un esprit d'équipe, d'un engagement, d'une motivation grâce auxquels ils peuvent porter des projets ambitieux.* »

— 500 lauréats suivis de près

Chaque année, l'Institut de l'engagement distingue 500 lauréats en fonction de leurs parcours. Il les aide ensuite à porter leur projet, que celui-ci passe par une reprise d'études, une recherche d'emploi ou une création d'activité. « *L'objectif est de construire des ponts afin de permettre aux jeunes de se rencontrer, et de rencontrer les écoles et les entreprises partenaires* », ajoute Marc Germanangue. Lilia est l'une des lauréates. Son projet, Jeunesse durable, consiste à proposer des voyages aux jeunes des quartiers précaires : « *M'étant moi-même engagée, je trouvais important que d'autres jeunes ne sortant pas de leur ville puissent allier engagement, développement durable et mobilité* ». Lauriane travaille quant à elle sur le projet Chemin de l'école. « *Les projets en lien avec l'école se résument souvent à construire des locaux. Or, beaucoup d'enfants arrivent en classe très fatigués, après un chemin long et parfois dangereux. C'est particulièrement vrai en Afrique. Nous souhaitons apporter une solution à ce problème en reconstruisant et sécurisant les chemins qui mènent à l'école.* »



70%



DES FRANÇAIS SOUTIENNENT LA POLITIQUE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS

— Des ambassadeurs à part entière

L'accompagnement de l'Institut passe notamment par les universités de l'engagement, des cycles itinérants de séminaires et conférences faisant intervenir experts et personnalités. Lors de la dernière édition, en janvier 2017, les universités ont pris le large... Sur un bateau naviguant de Marseille à Tunis, 150 lauréats ont assisté à des ateliers : "Connaitre ses valeurs essentielles", "La prise de parole en public" ou encore "Sensibilisation au développement durable et à la solidarité internationale : comment monter une action efficace?". Arrivés en Tunisie, ils ont rencontré des blogueurs, des dessinateurs de presse, mais aussi de jeunes entrepreneurs tunisiens accompagnés par l'AFD. Un premier pas vers d'autres projets hors des frontières françaises ? « *Ces cycles représentent une formidable occasion de participer à construire l'ouverture au monde et à la solidarité internationale de ces jeunes*, précise Caroline Castaing. *Il s'agit aussi, et surtout, d'en faire des ambassadeurs à part entière, afin qu'eux aussi essaient et portent, via leur engagement, les enjeux du développement durable à travers leurs associations, leurs projets, leurs institutions. Ils peuvent être les acteurs du changement culturel auquel nous voulons contribuer.* »



Élaboration d'une "carte sensible" dans une école. Elle permet de poser un diagnostic spontané sur le ressenti des enfants par rapport à l'espace urbain.

QUAND LES ENFANTS REPENSENT LA VILLE...

DANS LE CADRE D'UN CONCOURS D'IDÉES ORGANISÉ PAR LA VILLE DE MEXICO ET L'AFD, DES CENTAINES D'ENFANTS D'ÉCOLES PRIMAIRES ONT ÉMIS DES RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER L'ESPACE URBAIN DANS LEQUEL ILS GRANDIRONT. ET ILS ONT PU SE FAIRE ENTENDRE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEVANT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Verte, connectée, sûre, ouverte... La ville de demain fait rêver et se dessine régulièrement sous le crayon

ou la plume de grands designers, architectes, hommes et femmes politiques, mobilisés par les défis immenses des prochaines décennies : exode rural, inégalités et ségrégation spatiale, population croissante, pollution. Pour répondre à ces défis, associer la population aux processus de décision est essentiel. Des initiatives existent déjà, comme à Dar es Salam, en Tanzanie, où des plans d'amélioration d'infrastructures sont adoptés à l'initiative des populations résidentes. Cependant, les vrais acteurs de demain, ceux qui seront les principaux concernés par la mutation des villes, sont rarement écoutés... Et si on leur demandait leur avis ?

C'est l'idée de départ du projet "Qué Ciudad de México queremos para mañana?" (Quelle ville de Mexico voulons-nous pour demain?), mené entre juin et septembre 2016 par l'AFD et la ville de Mexico, en partenariat avec 110 écoles primaires de la capitale et avec l'appui de l'association française Robins des Villes, qui travaille depuis vingt ans en France sur l'éducation et la participation citoyenne en matière de politique urbaine.

— Des vélos en libre-service, des lampadaires solaires...

L'objectif : écouter les élèves, les sensibiliser aux enjeux urbains, et recueillir leurs idées et recommandations dans le cadre d'un concours d'idées. « C'est vrai que les adultes ont une grande capacité de pensée, mais nous, les enfants, nous savons quelle planète nous voulons pour demain ! » explique Brisa, l'une des participantes, du haut



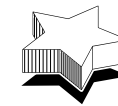
Dans une école de Mexico, on débat sur la faisabilité des propositions faites pour améliorer la ville avant de les intégrer dans un carnet de recherches.

de ses 10 ans. Répartis en groupes de cinq à dix enfants, les élèves ont réfléchi autour de quatre grands thèmes : la ville, le quartier, l'environnement social et l'environnement naturel. Tous les sujets ont été passés au crible de leur imagination : mobilité, services publics, logement, sécurité, patrimoine culturel, qualité de l'air. Lucides sur le monde qui les entoure, ces jeunes citoyens ont émis des dizaines de suggestions visant à réinventer leur ville : vélos en libre-service, containers d'échange de nourriture ou de produits de seconde main, établissements de soins pour les sans-abri, parcs, commerces de proximité, refuges pour animaux, lampadaires solaires, rampes d'accès pour handicapés... Des idées très concrètes et qui témoignent d'une forte conscience

PLUS QUE DE L'ÉMOTION...

« Nous voulons contribuer à faire participer les enfants à la réflexion internationale sur l'urbanisme, parce que les enfants sont des citoyens qui ont un rapport particulier à la ville et leur propre vision de l'avenir. Comment va-t-on à l'école ? Comment joue-t-on ? Quels sont les espaces publics pour les enfants ? Au-delà de ces sujets qui touchent leur quotidien, leurs recommandations sont toutes des réponses d'humanistes. Elles apportent à la réflexion des urbanistes une dimension qui dépasse celle de l'émotion : une dimension profondément humaine. »

Jean-Marc Liger, directeur de l'AFD au Mexique

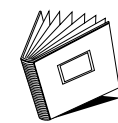


LE CONCOURS D'IDÉES :

110

GROUPES

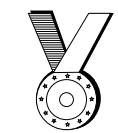
DE 5 À 10 ENFANTS



87

CARNETS DE RECHERCHES

PRÉSENTÉS



16

FINALISTES,

5 ÉQUIPES LAURÉATES,
5 AMBASSADRICES

sociale et environnementale. « Nous avons proposé de faire une rivière qui serait protégée, pour que nous puissions la contempler mais pas la polluer », précise, par exemple, Brisa.

— Cinq petites filles face aux décideurs du monde entier

À l'issue des deux mois d'ateliers, les 87 groupes d'enfants ont rendu leurs carnets de recherches accompagnés d'œuvres artistiques sous forme de photos, maquettes, dessins, contes ou vidéos. Chaque groupe a exposé son diagnostic ("Ce qui nous plaît" et "Ce qui ne nous plaît pas") et proposé des solutions d'amélioration. Un jury composé de représentants des institutions partenaires a ensuite désigné cinq équipes gagnantes, selon des critères de durabilité et d'originalité des carnets. Chacune de ces équipes a alors élu son ambassadeur. Ou plutôt son ambassadrice. Car, le mois suivant - point d'orgue du projet -, ce sont cinq filles, Anlly, Brisa, Carla, Cinthia et Sofia, qui se sont envolées pour Quito en Équateur. Elles étaient invitées à partager leurs propositions devant la communauté internationale, à l'occasion de la troisième conférence de l'ONU

sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). L'événement, qui réunit des dirigeants du monde entier autour des grandes thématiques urbaines, ne se tient que tous les vingt ans. Et ce jour d'octobre 2016, c'est un dialogue de fond, instructif et inspirant, qui s'est instauré entre ces petites filles, âgées de 7 à 12 ans, et une salle comble de décideurs.

« Ce qui m'a marqué, c'est la maturité des enfants, leur parole sensée et pertinente, se souvient Jean-Marc Liger, directeur de l'AFD au Mexique.

“

Les choses peuvent changer en bien, si on le veut.

•

Un enfant participant

Les écouter, les comprendre, évaluer et diffuser ce qu'ils pensent de leurs conditions de vie et ce qu'ils souhaitent pour demain, c'est une façon de concevoir une politique urbaine durable, puisqu'on l'appréhende sur le long terme. Défendre un projet comme celui-là, c'est aussi une façon de garantir l'exercice des droits universels des enfants. »

— Une nouvelle forme de participation citoyenne

Le concours d'idées mexicain n'a pas trouvé une fin en soi avec la conférence de l'ONU. Il s'agit plutôt d'une opération pilote... Le chef du gouvernement (maire) de la ville de Mexico s'est d'ailleurs engagé à le pérenniser dans les écoles primaires, et plusieurs villes d'Amérique latine comme Guadalajara (Mexique), Quito (Équateur) ou Lima (Pérou) ont déjà exprimé leur envie de s'en inspirer. « Qué Ciudad de México queremos para mañana? » a montré que des enfants de 6 à 12 ans sont capables d'assimiler les concepts de base de l'urbanisme et de concevoir des propositions concrètes. Il a aussi jeté les bases d'une nouvelle forme de participation citoyenne... Une participation embellie d'une touche de créativité et d'espoir. « Ce que j'ai appris, conclut l'un des enfants, c'est que la population grandit et que rien ne sera plus jamais pareil, que chaque année sera différente... Les choses peuvent changer en bien, si on le veut. » •



Les jeunes ambassadrices du projet à Quito, lors de la conférence Habitat III.

Un monde en commun

L'AFD est la banque française de développement. Publique et solidaire, elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et l'Outre-mer.

Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

Présente dans 108 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD finance, suit et accompagne aujourd'hui plus de 2500 projets de développement.



#MondeEnCommun

Tél. : +33 1 53 44 3131
5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Sur Twitter : @AFD France

www.afd.fr